



Recueil des Actes Administratifs

TOME 2/3

MARS 2011

Recueil des Actes Administratifs

Arrêtés règlementaires

Mars 2011



Extrait du registre des arrêtés de la mairie de Montpellier

Sécurité 11 -2083/26-2011

AUTORISATION DE TRAVAUX

Mise en conformité
Société Marseillaise de Crédit
Antinéa
185, rue Léon Blum

MONTPELLIER

Le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER

- VU le code général des collectivités territoriales, articles L 2211-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et plus particulièrement l'article R 123-46 ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 27 janvier 2011 par la commission de sécurité ;

ARRETE

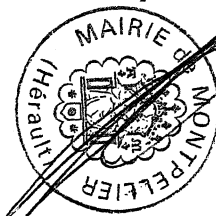
ARTICLE 1

Sont autorisés les travaux décrits dans le dossier enregistré sous la référence AT 10-927 soumis à la commission de sécurité, sous réserve du respect des prescriptions émises par celle-ci.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 MARS 2011



Pour Madame le Maire
L'Adjoint Délégué

Michel Passet

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).



Extrait du registre des arrêtés de la mairie de Montpellier

Sécurité 10 -664/27-2011

AUTORISATION DE TRAVAUX

Réaménagement des chambres
Hôtel Campanile
1083, rue Becquerel

MONTPELLIER

Le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER

- VU le code général des collectivités territoriales, articles L 2211-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et plus particulièrement l'article R 123-46 ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 27 janvier 2011 par la commission de sécurité ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 1er février 2011 par la commission d'accessibilité ;

ARRETE

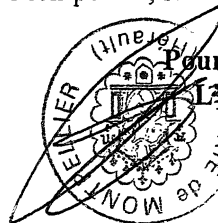
ARTICLE 1

Sont autorisés les travaux décrits dans le dossier enregistré sous la référence AT 10-969 soumis aux commissions de sécurité et d'accessibilité, sous réserve du respect des prescriptions émises par celles-ci.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 MARS 2011



Pour Madame le Maire
L'Adjoint Délégué

Michel Passet

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue de Malbosc

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R. 411-25, R. 411-8, R. 413-1, R. 415-10, R. 415-6, R. 415-7, R. 417-10, R. 417-11, R. 417-12, R. 431-9 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- Vu l'arrêté municipal 2009/NT/R/DGU-P200 du 25 septembre 2009, définissant le périmètre de la zone 30 "Malbosc" ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué sur :

- la contre-allée de la Rue de Malbosc située du côté des numéros pairs, au droit du collège Alco dans le sens de la voie de desserte du collège Alco vers la Voie d'accès au n°201 Rue de Malbosc ;
- la contre-allée de la Rue de Malbosc située du côté des numéros pairs, entre le n°200 et le n°250 dans le sens du n° 200 vers le n° 250.

Article 2 :

Il est créé une bande cyclable bidirectionnelle sur trottoir, réservée exclusivement aux cycles à deux ou trois roues Rue de Malbosc côté pair dans sa partie comprise entre le Rond-point d'Alco et la Voie d'accès au n°201 Rue de Malbosc.

Article 3 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 10 Km/h dans la contre-allée de la Rue de Malbosc située du côté des numéros pairs, au droit du collège Alco.

Article 4 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue de Malbosc :

- dans sa partie comprise entre la voie de desserte du collège Alco et la contre-allée de la Rue de Malbosc située du côté des numéros pairs, au droit du collège Alco ;
- et dans sa partie comprise entre la Rue Henri Lagatu et l'Avenue Professeur Jean-Louis Viala (portion de voie incluse dans la zone 30 "Malbosc").

Article 5 :

Il est interdit de tourner à gauche dans la contre-allée de la Rue de Malbosc située du côté des numéros pairs, au droit du collège Alco pour tous les véhicules venant de la voie de desserte du collège Alco.

Article 6 :

À l'intersection de la Rue de Malbosc et de la Voie d'accès au n°201 Rue de Malbosc, le carrefour aménagé est classé "carrefour à sens giratoire". En conséquence les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route pour ce type de carrefour.

Article 7 :

À l'intersection de la voie de desserte du parc de stationnement située au n°101 et de la Rue de Malbosc, les conducteurs circulant sur la voie de desserte du parc de stationnement située au n° 101 sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 8 :

À l'intersection de la Rue de Malbosc et de la Voie d'accès au n°200 Rue de Malbosc, les conducteurs circulant sur la Voie d'accès au n°200 Rue de Malbosc sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 9 :

À l'intersection de la Voie d'accès au n°250 Rue de Malbosc et de la Rue de Malbosc, les conducteurs circulant sur la Voie d'accès au n°250 Rue de Malbosc sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 10 :

À l'intersection de l'Avenue Professeur Jean-Louis Viala et de la Rue de Malbosc, les conducteurs circulant sur la Rue de Malbosc sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 11 :

À l'intersection de la contre-allée de la Rue de Malbosc située du côté des numéros pairs, au droit du collège Alco et de la Rue de Malbosc, les conducteurs circulant sur la contre-allée de la Rue de Malbosc située du côté des numéros pairs, au droit du collège Alco sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 12 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements prévus à cet effet sur :

- la Rue de Malbosc sur :
 - côté impair dans sa partie comprise entre le Rond-point d'Alco et le n° 201 et dans le parc de stationnement aménagé au droit du n°101 (Lycée Jean Monnet) ;
 - des deux côtés entre le n° 201 et le n° 250 et dans sa partie comprise entre l'Avenue Aglaé Adanson et l'Avenue Professeur Jean-Louis Viala.
- La contre-allée de la Rue de Malbosc située du côté des numéros pairs, au droit du collège Alco côté pair ;
- la contre-allée de la Rue de Malbosc située du côté des numéros pairs, entre le n°200 et le n°250 côté impair .

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 13 :

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Rue de Malbosc côté pair au n° 1680 (1 place(s)) et dans sa partie comprise entre la Voie d'accès au n°201 Rue de Malbosc et la Voie d'accès au n°200 Rue de Malbosc (2 place(s)).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 14 :

Les véhicules de transport en commun ont un emplacement réservé sur 15 mètres dans la contre-allée de la Rue de Malbosc située du côté des numéros pairs, au droit du collège Alco côté pair au niveau de la sortie.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 15 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 16 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 17 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 mars 2011

Madame le Maire



[Signature]
Hélène MANDROUX

Publié le : - 6 AVR. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Achille Duchène

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de raccordement d'immeubles individuels à la demande de la SERM.

Arrête :

Article 1er :

À compter du 28 mars 2011 et jusqu'au 15 avril 2011 inclus, l'Avenue Achille Duchène est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SERM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 Mars 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le :

31 MARS 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Place Rondelet

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la troisième édition de l'opération "La place aux fleurs" organisée par le Comité de Quartier "Clerondegambe" ;

Arrête :

Article 1er :

Le **16 avril 2011**, la circulation est interdite Place Rondelet dans sa partie comprise entre l'Avenue de Maurin et la Rue Ernest Michel

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Maurin, emprunte :

- la Rue Catalan
- la Rue Albert Leenhardt
- la Rue du Grand Saint Jean

et se termine sur la Rue Rondelet.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de transport en commun.

Article 2 :

Le **16 avril 2011**, Rue Catalan depuis la Place Rondelet vers et jusqu'à la Rue Dessale-Possel, un sens unique est institué.

Article 3 :

Le **16 avril 2011**, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Rue Rondelet ;
- la Place Rondelet ;
- l'Avenue de Maurin dans sa partie comprise entre le Boulevard Berthelot et la Place Rondelet ;
- la Rue Catalan.

Article 4 :

À compter du **15 avril 2011** et jusqu'au **16 avril 2011** inclus, le stationnement est interdit sur :

- la Place Rondelet ;
- la Rue Rondelet entre les N°2 et N°12 ;
- l'Avenue de Maurin dans sa partie comprise entre la Rue Bonnié et la Place Rondelet.

Les emplacements habituellement dédiés au stationnement seront pour l'occasion réservés aux organisateurs et exposants

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du Comité de Quartier "Clerondegambe"

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

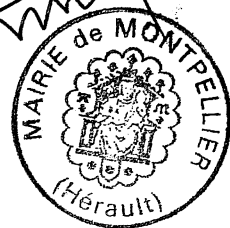
Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 29 mars 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Saint Claude

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de confection d'avaloir à la demande du service Hydraulique Urbaine de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 avril 2011** et jusqu'au **15 avril 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Saint Claude

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours et de service public.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Saint Claude, emprunte :

- la Rue Brueys
- et se termine sur la Rue Chaptal.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

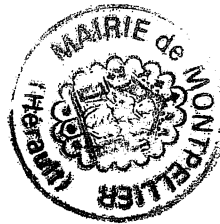
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 29 mars 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE**

Publié le : 04 AVR. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5004

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Chaptal

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de branchement au réseau électrique à la demande de ERDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 05 avril 2011 et jusqu'au 08 avril 2011 inclus, Rue Chaptal sur les places nécessaires aux emprises de travaux du N°2 au N°6, le stationnement est interdit.

Le demandeur est chargé de matérialiser chaque emplacement réservé par la mise en place de barrières temporaires

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Général des Services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 29 mars 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE**

Publié le :

01 AVR. 2011

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° 2011/0693/T/R

Délégation de fonctions
Mme Françoise PRUNIER, déléguée à la Jeunesse et à la
Ville Etudiante, en l'absence de Mr Michel PASSET du
29 mars au 05 avril 2011 inclus

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-18-1, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu le Code des Marchés Publics et notamment l'article 20;
- Vu la délibération en date du 02 avril 2008 relative aux délégations consenties par le conseil municipal à Madame le Maire modifiée ;
- Considérant que Monsieur Michel PASSET, Adjoint au Maire, délégué à la Jeunesse, Ville Etudiante est absent du 29 mars au 05 avril 2011;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Françoise PRUNIER, Adjointe au Maire, Officier d'état civil, reçoit délégation de signature à la Jeunesse, Ville Etudiante pour la période du 29 mars au 05 avril inclus :

- Jeunesse
- Vie étudiante
 - o Logement
 - o Santé
 - o Précarité
 - o Prévention
 - o Loisirs
 - o Maison de l'étudiant
- Auberge de jeunesse
- Commission extra municipale de la vie étudiante

Article 2 :

La délégation de signature à Madame Françoise PRUNIER, Adjointe au Maire inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que défini l'article 1^{er} la signature de tous les actes relatifs aux procédures de passation et d'exécution de toutes les catégories de marchés publics

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de signature à Madame Françoise PRUNIER, Adjointe au Maire n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61, 65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Serge FLEURENCE, Adjoint au Maire, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 3 :

La délégation de signature à Madame Françoise PRUNIER, Adjointe au Maire, inclut notamment la signature de tous marchés, contrats, concession d'aménagement, délégation de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 4 :

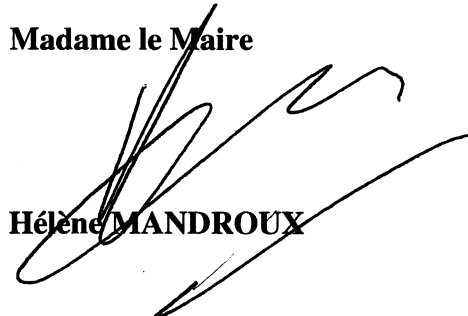
Dans le domaine défini à l'article 1^{er} Madame Françoise PRUNIER reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 02 avril 2008 modifiée.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 29/03/2011

Madame le Maire

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'Hélène MANDROUX', written over the printed name.

Hélène MANDROUX

Publié le : 30/03/2011

Notifié le :

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5008

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Verdun

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de renouvellement de réseau à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **04 avril 2011** et jusqu'au **06 mai 2011** inclus, la Rue de Verdun entre la Rue du Clos René et la Rue Jules Ferry est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Aristide Ollivier, emprunte :

- la Rue Sérane

et se termine sur la Rue du Pont de Lattes.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 30 mars 2011

Madame le Maire




**Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE**

Publié le :

01 AVR. 2011



Extrait du registre des arrêtés de la mairie de Montpellier

Sécurité 11 -114/28-2011

AUTORISATION DE TRAVAUX

Pose de portes avec contrôle d'accès
Enclos Saint François
18, bis avenue de Castelnaud

MONTPELLIER

Le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER

- VU le code général des collectivités territoriales, articles L 2211-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et plus particulièrement l'article R 123-46 ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 20 janvier 2011 par la commission de sécurité ;

ARRETE

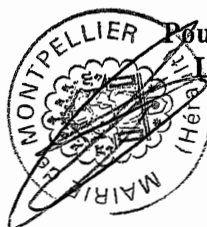
ARTICLE 1

Sont autorisés les travaux décrits dans le dossier enregistré sous la référence AT 10-970 soumis à la commission de sécurité, sous réserve du respect des prescriptions émises par celle-ci.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 31 MARS 2011



Pour Madame le Maire
L'Adjoint Délégué

Michel Passet

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).



Extrait du registre des arrêtés de la mairie de Montpellier

Sécurité 40 -2627/30-2011

ABROGATION D'ARRETE

Salon de Thé Shératon
18, rue de la Palissade

MONTPELLIER

Le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER

- VU le code général des collectivités territoriales, articles L 2211-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire ;
- VU les articles R 123.16 , R 123.27 et 123.52 du code de la construction et de l'habitation ;
- VU l'arrêté du Maire de Montpellier du 14 septembre 2009 prononçant la fermeture administrative du Salon de Thé Shératon, 18, rue de la Palissade ;
- VU l'arrêté de la mainlevée du péril imminent du 23 décembre 2010 ;

ARRETE

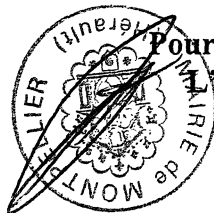
ARTICLE 1

L'arrêté de fermeture administrative du Salon de Thé Shératon, 18, rue de la Palissade en date du 14 septembre 2009 est abrogé.

ARTICLE 3

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 31 MARS 2011



Pour Madame le Maire
L'adjoint délégué

Michel Passet

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).



Extrait du registre des arrêtés de la mairie de Montpellier

Sécurité 10 -5225/33-2011

AUTORISATION DE TRAVAUX

Aménagement d'un cabinet de kinésithérapie
975, avenue du Comté de Nice

MONTPELLIER

Le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER

- VU le code général des collectivités territoriales, articles L 2211-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et plus particulièrement l'article R 123-46 ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 3 février 2011 par la commission de sécurité ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 25 janvier 2011 par la commission d'accessibilité ;

ARRETE

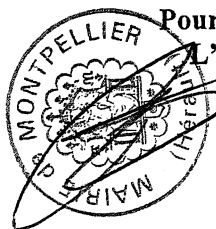
ARTICLE 1

Sont autorisés les travaux décrits dans le dossier enregistré sous la référence AT 10-967 soumis aux commissions de sécurité et d'accessibilité, sous réserve du respect des prescriptions émises par celles-ci.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 31 MARS 2011



Pour Madame le Maire
L'Adjoint Délégué

Michel Passet

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).



Extrait du registre des arrêtés de la mairie de Montpellier

Sécurité 10 -5253/34-2011

AUTORISATION DE TRAVAUX

Réaménagement de la Direccte
615, boulevard d'Antigone

MONTPELLIER

Le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER

- VU le code général des collectivités territoriales, articles L 2211-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et plus particulièrement l'article R 123-46 ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 20 janvier 2011 par la commission de sécurité ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 4 janvier 2011 par la commission d'accessibilité ;

ARRETE

ARTICLE 1

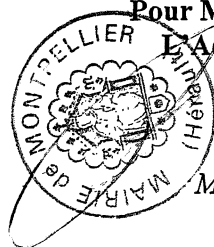
Sont autorisés les travaux décrits dans le dossier enregistré sous la référence AT 10-947 soumis aux commissions de sécurité et d'accessibilité, sous réserve du respect des prescriptions émises par celles-ci.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 31 MARS 2011

Pour Madame le Maire
L'Adjoint Délégué



Michel Passet

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai²² de deux mois précité, où à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).



Extrait du registre des arrêtés de la mairie de Montpellier

Sécurité 10 -5231/31/2011

AUTORISATION DE TRAVAUX

Aménagement d'une supérette Spar
28, boulevard Pasteur

MONTPELLIER

Le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER

- VU le code général des collectivités territoriales, articles L 2211-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et plus particulièrement l'article R 123-46 ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 3 février 2011 par la commission de sécurité ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 25 janvier 2011 par la commission d'accessibilité ;

ARRETE

ARTICLE 1

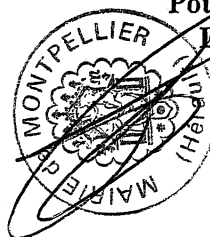
Sont autorisés les travaux décrits dans le dossier enregistré sous la référence AT 10-964 soumis aux commissions de sécurité et d'accessibilité, sous réserve du respect des prescriptions émises par celles-ci.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 31 MARS 2011

Pour Madame le Maire
L'Adjoint Délégué



Michel Passet

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).



Extrait du registre des arrêtés de la mairie de Montpellier

Sécurité 10 -386/36-2011

AUTORISATION DE TRAVAUX

Hôtel de la Coopération
55, rue de Saint Cléophas

MONTPELLIER

Le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER

- VU le code général des collectivités territoriales, articles L 2211-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et plus particulièrement l'article R 123-46 ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 3 février 2011 par la commission de sécurité ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 4 janvier 2011 par la commission d'accessibilité ;

ARRETE

ARTICLE 1

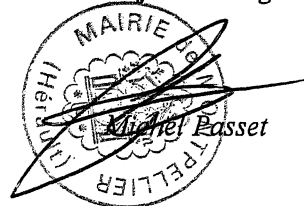
Sont autorisés les travaux décrits dans le dossier enregistré sous la référence AT 10-966 soumis aux commissions de sécurité et d'accessibilité, sous réserve du respect des prescriptions émises par celles-ci.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 31 MARS 2011

Pour Madame le Maire
L'Adjoint Délégué



Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).



Extrait du registre des arrêtés de la mairie de Montpellier

Sécurité 10 -5226/35-2011

AUTORISATION DE TRAVAUX

**Aménagement d'une salle de jeux
Arcade
2, rue des Trésoriers de la Bourse**

MONTPELLIER

Le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER

- VU le code général des collectivités territoriales, articles L 2211-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et plus particulièrement l'article R 123-46 ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 3 février 2011 par la commission de sécurité ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 21 décembre 2010 par la commission d'accessibilité ;

ARRETE

ARTICLE 1

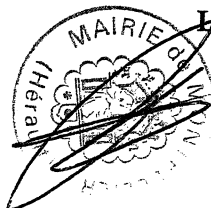
Sont autorisés les travaux décrits dans le dossier enregistré sous la référence AT 10-960 soumis aux commissions de sécurité et d'accessibilité, sous réserve du respect des prescriptions émises par celles-ci.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le **31 MARS 2011**

**Pour Madame le Maire
L'Adjoint Délégué**



Michel Passet

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai **deux** mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).



Extrait du registre des arrêtés de la mairie de Montpellier

Sécurité 20 – 2605 – 37/2011

AUTORISATION D'OUVERTURE

Dernière Séance
Place de France
Odysseum

MONTPELLIER

Le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER

- VU le code général des collectivités territoriales, articles L 2211-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire.
- VU le code de la construction et de l'habitation et plus particulièrement l'article R123-46 ;
- VU le procès-verbal de réception établi le 13 janvier 2006 par la commission de sécurité ;
- VU le procès-verbal de réception établi le 15 mars 2011 par la commission d'accessibilité ;

ARRETE

ARTICLE 1

Est autorisée l'ouverture au public du restaurant la Dernière Séance place de France à Odysseum dont le dossier est enregistré sous la référence DT 34 172 05 O 0405.

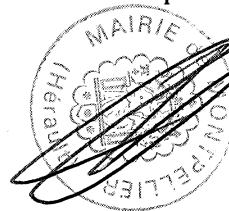
ARTICLE 2

Les prescriptions émises par les commissions susnommées devront être suivies d'effet.

ARTICLE 3

Monsieur le Directeur Général de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 31 MARS 2011



Pour Madame le Maire
L'Adjoint Délégué,

Michel Passet

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Plan du Parc

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 04 avril 2011 et jusqu'au 15 avril 2011 inclus, Rue du Plan du Parc, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la TAM

Article 4 :

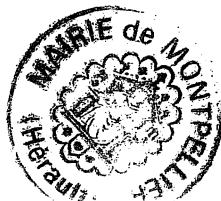
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 31 mars 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le : 01 AVR. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Saint Charles

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 04 avril 2011 et jusqu'au 31 décembre 2011 inclus, l'Avenue Saint Charles est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 4 :

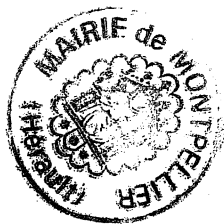
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 31 mars 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le :

01 AVR. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesure libre Avenue Bouisson-Bertrand

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **04 avril 2011** et jusqu'au **31 décembre 2011** inclus, Rue Bouisson-Bertrand, une bande cyclable est créée depuis la Place Godechot vers l'Avenue Saint Charles.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 4 :

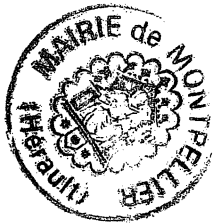
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 31 mars 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE**

Publié le : 01 AVR. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Hippolyte Rech

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de mise en place de radar de feux tricolores à la demande de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 25 avril 2011 et jusqu'au 06 mai 2011 inclus, Rue Hippolyte Rech, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 31 mars 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Charles Flahault

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de mise en place de radar de feux tricolores à la demande de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 avril 2011** et jusqu'au **06 mai 2011** inclus, l'Avenue Charles Flahault dans sa partie comprise entre la Rue Hippolyte Rech et Carrefour Jules Rimet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 31 mars 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE**

Publié le :

Article 4 :

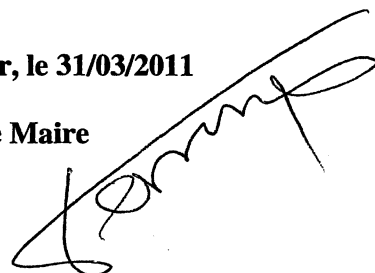
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

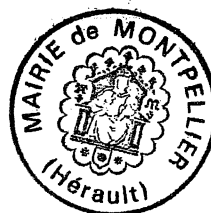
Montpellier, le 31/03/2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE**

Publié le : 04 AVR. 2011



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de stationnement Rue Bayard

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'une grille avaloir à la demande de Hydraulique Urbaine.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 mai 2011** et jusqu'au **05 mai 2011** inclus, la Rue Bayard entre le n° 5 et le n° 7 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SCAM TP

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Sens unique Rue Claude Debussy

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réaménagement de la rue du Faubourg Boutonnet ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 avril 2011** et jusqu'au **01 mai 2012** inclus, Rue Claude Debussy dans le sens de la Rue Paul Dukas vers la Rue Marie Caizergues, un sens unique est institué.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EHTP

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 31 mars 2011

Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE**

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Sens unique Rue Marie Caizergues

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réaménagement de la rue du Faubourg Boutonnet ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 avril 2011** et jusqu'au **01 mai 2012** inclus, Rue Marie Caizergues dans le sens de la Rue Saint Vincent de Paul vers la Place Henri Krasucki, un sens unique est institué.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EHTP

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 31 mars 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Place Henri Krasucki

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réaménagement de la rue du Faubourg Boutonnet ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 avril 2011** et jusqu'au **01 novembre 2011** inclus, la Place Henri Krasucki est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EHTP

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 31 mars 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Moquin-Tandon

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réaménagement de la rue du Faubourg Boutonnet ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 avril 2011** et jusqu'au **01 septembre 2011** inclus, la Rue Moquin-Tandon dans sa partie comprise entre la Place Henri Krasucki et la Rue Nozeran est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EHTP

Article 4 :

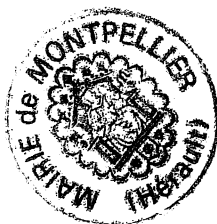
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 31 mars 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE**

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Sens unique Rue Pouget

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réaménagement de la rue du Faubourg Boutonnet ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 avril 2011** et jusqu'au **01 novembre 2011** inclus, Rue Pouget dans le sens de la Rue Marie Caizergues vers la Rue Paul Dukas, un sens unique est institué.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EHTP

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 31 mars 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE**

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Feux d'intersection Carrefour Hubert Dubedout

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection du Carrefour Hubert Dubedout, de l'Avenue du Pic Saint Loup, de l'Avenue du Doyen Turchini et de la Route de Ganges.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité

Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 31 mars 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publié le : **13** AVR. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Pic Saint Loup

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R. 411-25, R. 411-8, R. 415-10, R. 415-6, R. 417-10, R. 417-12 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué sur :

- l'Avenue du Pic Saint Loup depuis l'Avenue des Moulins vers et jusqu'à la Route de Ganges ;
- la voie de desserte du parc de stationnement situé face aux n° 540 et n° 624 dans le sens du n° 540 vers le n° 624.

Article 2 :

À l'intersection de l'Avenue du Pic Saint Loup, de la Rue des Brusses et de l'Avenue d'Occitanie, le carrefour aménagé est classé "carrefour à sens giratoire". En conséquence les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route pour ce type de carrefour.

Article 3 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection de la Rue des Quatre Vents, de l'Avenue du Pic Saint Loup, de l'Avenue Abbé Paul Parguel et de la Rue des Quatre Seigneurs.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les

conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

Article 4 :

À l'intersection de la Rue de l'Hortus pour les véhicules circulant dans le sens de la Route de Mende vers la Rue de l'Hortus et de l'Avenue du Pic Saint Loup, les conducteurs circulant sur l'Avenue du Pic Saint Loup sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 5 :

À l'intersection de l'Avenue du Pic Saint Loup et de la Route de Mende, les conducteurs circulant sur l'Avenue du Pic Saint Loup sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 6 :

L'Avenue du Pic Saint Loup est mise en impasse :

- depuis la Rue de l'Hortus vers et jusqu'au n° 151, sur 300 mètres ;
- depuis la Route de Mende vers et jusqu'au n° 81, sur 100 mètres.

Article 7 :

Le stationnement est interdit Avenue du Pic Saint Loup côté pair dans sa partie comprise entre la Rue des Brusses et l'Avenue Abbé Paul Parguel.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 8 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements matérialisés au sol sur :

- la voie de desserte du parc de stationnement situé face aux n° 540 et n° 624 côté impair ;
- l'Avenue du Pic Saint Loup côté impair entre le n° 855 et le n° 883.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 9 :

Les véhicules de transport en commun ont un emplacement réservé sur 15 mètres Avenue du Pic Saint Loup des deux côtés au n° 470.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 10 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 11 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 12 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 31 mars 2011.

Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publié le : 13 AVR. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Faubourg Boutonnet

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réaménagement de la rue du Faubourg Boutonnet ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 avril 2011** et jusqu'au **01 novembre 2011** inclus, la Rue du Faubourg Boutonnet dans sa partie comprise entre Rond-Point Jules Pervent et la Rue de l'Abbé de l'Epée est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
- Un double sens de circulation est mis en place.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur Rond-Point Odette Branger Capion, emprunte :

- la Rue Saint Vincent de Paul
- la Rue Marie Caizergues
- la Rue des Abeilles

et se termine sur la Rue Lakanal.

Article 3 :

À compter du **18 avril 2011** et jusqu'au **01 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue du Faubourg Boutonnet dans sa partie comprise entre la Rue de l'Abbé de l'Epée et la Place Henri Krasucki

Article 4 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de l'Abbé de l'Epée, emprunte :

- la Rue Pouget
- la Rue Marie Caizergues
- la Rue des Abeilles

et se termine sur la Rue Lakanal.

Article 5 :

À compter du **18 avril 2011** et jusqu'au **01 mai 2012** inclus, Rue du Faubourg Boutonnet dans sa partie comprise entre Rond-Point Odette Branger Capion et la Place Henri Krasucki, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EHTP

Article 8 :

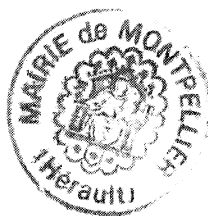
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

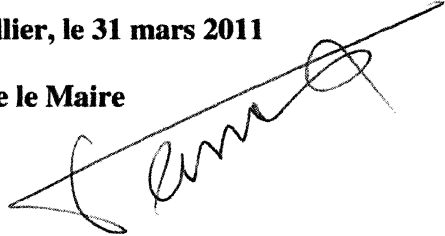
Article 9 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 31 mars 2011

Madame le Maire




**Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE**

Publié le : 01 AVR. 2011

Recueil des Actes Administratifs

Décisions

**Rapportées en séance du Conseil municipal
du 28 mars 2011**

Communication

Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

Numéro de la décision : Synthèse de la décision :

- 2010/0492** De signer l'avenant n°1. Prolongation de la durée du marché d'installation et de maintenance des alarmes pour une durée de 6 mois, soit jusqu'au 24 mars 2011 et Augmentation du montant maximum à 69 000 euros H.T. pour l'entreprise Ipérion
- 2010/0579** D'autoriser Madame le Maire ou son représentant légal à signer l'avenant n°1 du marché relatif à l'observatoire de la crise économique sur la construction et du marché du logement neuf. Cette avenant qui a pour objet la réalisation par le prestataire d'une étude plus approfondie sur le secteur des Zone d'Aménagement Concerté, porte le montant du marché à 39800€TTC au lieu de 37000€TTC prévus initialement.
- 2010/0580** Il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour l'acquisition d'agendas " Montpellier 2013". A la suite d'une consultation d'entreprises spécialisés en date du 03 décembre 2010, et conformément à l'article 28 du code des Marchés publics, le marché a été attribué aux éditions Alcide, qui ont présenté l'offre économiquement a plus avantageuse
- 2010/0583** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Bernard LABORDE
- 2010/0584** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Daniel RESTIVO
- 2010/0585** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Frédéric HAMOU
- 2011/0002** D'attribuer le marché concernant la construction de la crèche Joséphine Baker à l'entreprise Technicfer pour un montant de 21.840,00 € HT (lot 4 : serrurerie) et à l'entreprise Sopesud pour un montant de 152.588,63 € HT (lot 8 : revêtements de sols souples et peinture)
- 2011/0004** D'attribuer le marché "achat et aménagements d'habillages, de mobiliers et de matériels spécifiques pour véhicules utilitaires" à la société EQUIP VAN pour un montant total de commandes de 2 997,85 € HT à compter de sa notification

- 2011/0009** Lors de l'accueil de délégations ou à l'occasion de toutes autres manifestations organisées par la ville de Montpellier, il y a lieu de procéder à l'hébergement des convives. Le service des relations internationales sera le principal utilisateur de ces marchés.
DEMT : après consultation, la ville de Montpellier décide d'attribuer les marchés "Prestations de service hôtellerie" dans l'ordre suivant selon leur disponibilité aux sociétés :
- IBIS, HOTEL DES ARTS et BEST HOTEL pour le lot 1, sans mini et 10 000 € HT maxi
- KYRIAD, NEW HOTEL DU MIDI et AEROPORT HOTEL pour le lot 2 sans mini et 20 000 € HT maxi
- PULLMAN, DOMAINE DE VERCHANT et LE JARDIN DES SENS pour le lot 3 sans mini et 30 000 € HT maxi
pour une durée d'un an à compter de leur notification
- 2011/0014** De signer la convention d'occupation précaire et révocable avec les époux Blanc pour la mise à disposition de la parcelle cadastrée PK 39 sise rue des Grézes à Montpellier.
- 2011/0016** Il s'agit de réunir la Commission Consultative des Services Publics Locaux afin d'examiner le rapport du délégataire pour le lancement de la crèche Joséphine Baker et le renouvellement de la fourrière automobile et du parking Laissac.
- 2011/0017** D'attribuer le marché à l'association Adages Maison du Logement pour une mission de prospection, d'information et d'accompagnement de propriétaires privés visant à faciliter l'accès au logement de ménages à revenus modestes et intermédiaires pour une tranche ferme de 12 mois d'un montant de 16720 € H.T et pour une tranche conditionnelle de 12 mois pour un montant de 16720€ HT
- 2011/0018** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BOURGEOIS
- 2011/0019** Ce marché à pour objet la désignation d'une agence d'abonnements pour gérer le regroupement des abonnements à des publications périodiques pour les Elus et Service de la Ville. la Société PRENAX a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse : 37 329 €.
- 2011/0020** De confier le marché "Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur les actions de la ville en faveur de la mise en valeur du patrimoine" MAPA n°OM752 à Caroline Rochette, pour un montant annuel de 7 500 € HT minimum, à 90 000 € HT maximum.
- 2011/0021** D'attribuer un Marché passé selon une procédure adaptée pour l'assistance technique visant à l'amélioration de l'organisation pratique du nettoyage des locaux scolaires et de restauration des écoles de la Ville de Montpellier.
- 2011/0022** De transférer le marché de maintenance des équipements informatiques du contrôle d'accès à la zone piétonne du centre historique (N° OM472500) à la société CITINNOV
- 2011/0023** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU PALIES NOY GAUER et Associé dans l'affaire contre Mme GOALARD.
- 2011/0024** D'attribuer le marché à la société SIRAGUSA pour la réalisation de documents d'arpentage dans le cadre du projet de rénovation urbaine de la cité Gély pour un montant de 300€ TTC.
- 2011/0025** De confier une mission d'expertise de génie civil du pont des Pradiers à l'entreprise GINGER CEBTP pour un montant de 4940 € H.T.

- 2011/0026** D'attribuer le marché concernant les menuiseries extérieures de l'école élémentaire Sigmund Freud sise 2 rue des Tourterelles à Montpellier à l'entreprise SD MENUISERIES pour un montant de 52 411,50 € H.T.
- 2011/0027** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Nadine CHUPIN
- 2011/0028** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ALBESPY Sylvie
- 2011/0029** Mission Grand Cœur - Prémption propriété de Mme Hania BENALY 6 rue Daru lot 6 au prix de 25 600 €
- 2011/0030** D'attribuer, pour la réalisation des prestations de lutte anti-vectorielle et les deux campagnes de dératisation, le marché à la société Antigone service, pour un montant minimal de 40 000 euros HT et maximal de 90 000 euros HT.
- 2011/0031** De signer la Convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et SFR pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans.
- 2011/0032** Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens
Convention de mise à disposition de la Galerie Saint Ravy à Monsieur Ismaël Benziani alias ferd
Peintures, 12 rue en gondeau, 34000 Montpellier, du 3 au 14 février 2011
- 2011/0034** De signer la Convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et MIT pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans.
- 2011/0035** Dans le cadre de l'ouverture le 12/02/2011 du cinéma municipal Nestor Burma et pour assurer le bon fonctionnement de celui-ci, il convient de créer une régie de dépenses et de recettes.
- 2011/0036** La Commission Sociale du personnel étant habilitée à accorder des aides urgentes aux agents en difficultés suite à la demande d'un assistant social du personnel, il convient de créer une régie de dépenses.
- 2011/0037** Un marché de gestion locative "adaptée" a été attribué à l'Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) pour l'encaissement de loyers résultant de la location de divers locaux du domaine privé de la Ville de Montpellier. Il convient donc de créer une régie de recettes.
- 2011/0038** "Le dernier Rivage", exposition de Marc Desgrandchamps au Carré Sainte Anne du 15 avril au 19 juin 2011
Convention de commissariat d'exposition, pour un montant de 4 000 € TTC d'honoraires et 1 000 € TTC de frais
- 2011/0039** D'attribuer d'un marché passé selon une procédure adaptée: mission d'attaché de presse pour l'exposition photographique Aires de jeu et champs de désastre: figures de la photographie urbaine en Europe après 1970, pour un montant de 12 720 € HT
- 2011/0040** D'attribuer le marché "achat d'une imprimante/copieur noir et blanc de production, d'une solution logicielle de gestion de soumission de travaux, avec contrat de maintenance associé" à la société OCE FRANCE SA
* pour un montant d'acquisition (machine + logiciel) de 29 900 € HT.
* pour la maintenance préventive et curative de la machine incluant tous les consommables à l'exclusion du papier, pour une durée de 5 ans à compter de la mise en ordre de marche. Cette maintenance est calculée sur la base d'un coût initial révisable annuellement de 4,05 € HT les mille impressions réalisées.

- 2011/0041** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: Réalisation, suivi et évaluation d'une série de manifestations artistiques dans l'espace public: ZAT! 2011, pour un montant de 82 703.20 € HT
- 2011/0042** De signer l'avenant de plus value au marché de démolition du gymnase et de la salle de boxe Paul Rocca confié à GENIER DEFORGE (montant de l'avenant : 3 964,00 € soit 8,25% du montant initial)
- 2011/0043** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur John JOYCE
- 2011/0044** Formations : Gestes et postures pour les services Voirie, Parc Auto, Protocole et Moyens Généraux.
Organisme attributaire : AFT-IFTIM pour un coût unitaire de 720 euros HT
- 2011/0045** D'assurer le bon fonctionnement des Maisons Pour Tous, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création des régies de dépenses et de recettes.
- 2011/0047** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: Cinéma Nestor Burma
Acquisition d'un système de billetterie informatisée et contrat de maintenance du service billetterie: matériel et logiciel pour un montant de 3720 € HT, contrat de maintenance du service billetterie pour un montant de 756 € H.T. par an avec engagement de 3 ans minimum
- 2011/0048** D'attribuer le marché concernant une mission géotechnique dans le cadre de la construction du groupe scolaire les Grisettes à l'entreprise FONDASOL pour un montant total de 6 718,00 € H.T
- 2011/0049** D'assurer le bon fonctionnement du Théâtre Jean Vilar, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie de dépenses et de recettes.
- 2011/0050** Printemps des poètes 2011
Contrats de cession du droit d'exploitation des spectacles présentés du 7 au 13 mars 2011 à la Maison de la Poésie et à la Salle Saint Ravy
pour un montant global de 9 850.00 € TTC
- 2011/0051** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée
Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition scénographique des espaces et la création d'identité visuelle du centre d'art la Panacée, pour un montant de 65 800 € HT
- 2011/0052** D'approuver avenant n°1 au marché n° M08BE01 pour un montant de 1 360,00 € H.T à QUALICONSLT
- 2011/0054** De confier le marché (OM1141) : "Rénovation du vignoble du Mas Nouguier", aux entreprises suivantes :
lot N°1 fourniture de plants de vigne à la SARL RICHTER INTERNATIONAL pour un montant de 27 986.90 € HT et pour le lot N° 2 plantation et entretien à EURL ETA NEGRE pour un montant de 144 948.47 € H.T
- 2011/0055** D'attribuer le marché "approvisionnement en Gaz de Pétrole Liquéfié automobile (GPL)" à la société ENI FRANCE, pour un montant total de commandes inférieur à 4 000 € HT, pour une durée d'un an à compter de sa notification
- 2011/0056** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: mission d'attaché de presse pour les expositions organisées en 2011 au Carré Sainte Anne, pour un montant de 27 991 € HT

- 2011/0057** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Syndicat des Copropriétaires de la Colline d'Estanove et Monsieur BASTIDE Appel contre le jugement du Tribunal Administratif du 16 décembre 2010
- 2011/0058** D'attribuer à l'entreprise BRL après consultation (MAPA) de travaux d'espaces verts, plantation, arrosage dans le cadre de l'aménagement des infrastructures primaires de la ZAC PORT MARIANNE - Les Jardins de la Lironde
- 2011/0060** Il y a lieu de procéder à un MAPA pour la maintenance corrective, adaptative, évolutive des portails multi-sites internet-intranet (lot1) et l'intégration d'un moteur de recherche sémantique (lot2). A la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 21/12/2010, l'entreprise Eolas, pour le lot 1; la société Synomia pour le lot 2, ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères économiques suivants: valeur technique et prix de l'offre.
- 2011/0061** De choisir un prestataire pour la distribution de flyers à l'aide de triporteur. A la suite d'une consultation d'entreprises spécialisés en date du 02 décembre 2010, et conformément à l'article 28 du code des Marchés publics, le marché a été attribué à la société Ca C fait.com, qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse
- 2011/0062** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ AXIMA SEITHA
- 2011/0063** D'adopter le contrat n°020868291022 pour une prime annuelle de 151,79€ HT
- 2011/0064** De passer en accord avec les associations "Union Civique et Sociale" et "Union des Combattants pour une Europe Unie" des avenants portant sur la permutation de leurs locaux.
- 2011/0065** D'attribuer le marché "achat de vélos ville cadre mixte/dame à assistance électrique, pièces détachées, accessoires et équipements" à la société MOBILECO, pour un montant total de commandes maximum de 40 000 € HT, pour une durée allant à compter de la date de sa notification jusqu'au 31/08/2014
- 2011/0066** De signer, suite aux actes de vandalisme commis dans la Maison des Associations sise 46 cours Gambetta, les avenants relatifs aux relogements des associations.
- 2011/0067** D'approuver les termes dudit avenant fixant le montant de la prime d'assurance en régularisation pour l'exercice 2010 à 3 105,88€
- 2011/0068** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame ZIANI et Madame LEMONNIER
- 2011/0069** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL YJC "L'Historique Café"
- 2011/0070** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SPIE SA
- 2011/0071** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame EVRARD Veuve Vasconi et M.A.F
- 2011/0073** De décider de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Consorts CANTERO
- 2011/0074** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: réalisation et coédition de 3 catalogues d'exposition d'art contemporain pour le Carré Sainte Anne, pour un montant de 39 000 € HT

- 2011/0075** D'attribuer le marché pour la mission de coordination sécurité et protection de la santé des travailleurs dans le cadre de la construction du groupe scolaire Les Grisettes à l'entreprise QUALICONSLT SECURITE pour un montant 15 840,00 € H.T.
- 2011/0076** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: mise en œuvre technique d'une manifestation artistique dans l'espace public: ZAT#2, avril 2011, pour un montant de 85 000 € HT
- 2011/0077** D'autoriser à signer l'avenant n° 1 au MAPA OM 784 "travaux d'installation et d'entretien du patrimoine électrique extérieur" en vue d'augmenter le montant de ce marché de 26 000 € HT en attendant le montage du nouveau marché.
- 2011/0078** Maintenance et entretien préventif et curatif des portes automatiques et des rideaux métalliques des halles des 4 saisons et des halles Laissac.
- 2011/0079** D'attribuer le MAPA n°OM 1145 de reproduction de documents d'étude pour la Direction Aménagement et Programmation à la société COPY SHOP qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.
- 2011/0080** D'attribuer un marché passé selon la procédure adaptée: contrat de maintenance de l'ascenseur du Pavillon Populaire par la société Thyssen Krupp, pour une durée de un an renouvelable trois fois, pour un montant annuel de 1 100.00 € HT (révisable chaque 1er janvier)
- 2011/0081** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: encadrement de photographies marché à bon de commande avec minimum (5 000.00 € HT) et maximum (40 000.00 € HT) pour l'année 2011
- 2011/0082** Aires de jeu, Champs de Tensions
Exposition photographique au Pavillon Populaire du 25 février au 24 avril 2011
Location de matériel audiovisuel pour un montant de 10 910 € HT
- 2011/0083** Exposition "New Orleans: Ruines, mythes, chaos"
contrat de prêt à la Ville de Clermont-Ferrand du 1er mars au 30 juin 2011, pour un montant de 10 000 € TTC
- 2011/0084** D'attribuer le marché d' «Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rédaction et l'analyse des offres d'un dossier de consultation pour la construction de réseaux de télécommunications» à la société LM Ingénierie pour un montant total de 6 300 € HT et un délai d'exécution fixé au 30 septembre 2011.
- 2011/0086** D'attribuer le marché "duplication de clefs" à la société BOUTIQUE BAQUIER pour un montant total de commandes compris entre 20 000 € HT et 85 000 € HT, pour une durée de quatre ans à compter de sa notification.
- 2011/0087** D'attribuer le marché "achat de casques pour motos et scooters" à la société YAMSUD pour un montant maximum de commandes de 20 000 € HT, pour une durée de quatre ans à compter de sa notification
- 2011/0088** D'attribuer les marchés "achat de jeux, jouets et jeux éducatifs pour les crèches" aux sociétés :
- WESCO pour le lot 1, pour un montant total de commandes compris entre 5 000 € HT et 57 000 € HT
- SEJER NATHAN pour le lot 2, pour un montant total de commandes compris entre 5 000 € HT et 31 000 € HT
pour une durée d'un an à compter de leur notification

- 2011/0089** Il y a lieu de procéder à un MAPA afin de choisir un prestataire pour assurer la réalisation d'une revue de presse audiovisuelle quotidienne. A la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 09/12/2010, le marché a été attribué à la société Kantar, qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères suivants : valeur technique et prix.
- 2011/0090** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BIER Thierry
- 2011/0091** La société SPIE S.A. a déposé un recours indemnitaire contre la Ville. Il convient de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de son cabinet d'avocats.
- 2011/0092** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Jean-Pierre LECOQ
- 2011/0095** avenant en prorogation jusqu'au 30 juin 2012 de l'échéance de la phase de mobilisation du prêt n° 17925, conclu auprès de la Société Générale pour un montant de 20 000 000€
- 2011/0096** D'attribuer le marché de prestations de service à la Ligue de Handball pour le match amical France / Serbie à l'Aréna de Montpellier, le samedi 12 mars 2011, pour un montant H.T. de 33 950 € H.T.
- 2011/0097** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ JACOBS France.
- 2011/0099** D'attribuer le marché concernant une mission de coordination et protection de la santé des travailleurs dans le cadre de la construction du groupe scolaire les Grisettes, à l'entreprise QUALICONSULT SECURITE pour un montant de 15 840,00 € H.T.
- 2011/0100** D'attribuer à la société SILVAIN ESO le marché de fourniture et remise en état de moteurs LEROY SOMER pour les bornes électriques escamotables, pour un montant compris entre 3000 € HT et 30 000 € HT.

Autorisation de signer l'avenant n°1 : Entreprise
Ipérion
Prolongation de la durée du marché et Augmentation
du montant maximum pour l'installation et la
maintenance des alarmes et courant faible des
bâtiments communaux

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/35 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que l'entreprise Ipérion titulaire du marché d'installation et de maintenance des alarmes notifié le 24 septembre 2010 pour un montant minimum de 30 000 euros H.T. (trente mille euros) et un montant maximum de 60 000 euros H.T. (soixante mille euros),
- Que la réception des déclenchements d'alarme n'est plus assurée en interne par le Centre de Supervision Urbain mais par un prestataire extérieur, ce qui nécessite une reprogrammation de l'ensemble des centrales,
- Que les prestations de maintenance sur les alarmes anti-intrusion devront être assurées en attendant la nouvelle notification du marché européen en cours de consultation,

Décide en conséquence :

- D'établir l'avenant de prolongation de la durée du marché et de l'augmentation du montant maximum pour l'installation et la maintenance des alarmes et courant faible des bâtiments communaux à l'entreprise Ipérion, Place de la Méditerranée ZA La Peyrière, 34430 St Jean de Védas pour un montant maximum de 69 000 euros H.T. (soixante neuf mille euros) et pour une durée de 6 mois

Entreprise Titulaire	Montant initial du Marché en Euros H.T.	Montant de l'avenant N° 1	Durée du marché initial	Durée de l'avenant
Entreprise Ipérion	Mini 30 000 Maxi 60 000	Mini 30 000 Maxi 69 000	1 an non reconductible	6 mois

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant avec l'entreprise Ipérion et plus généralement tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 06/12/2010

Pour Madame le Maire,
Monsieur l'Adjoint délégué



Frédéric TSITSONIS

Publiée le :
Notifiée le :

**Marché n°9M24
OBSERVATOIRE DES EFFETS DE LA CRISE
ECONOMIQUE SUR LA CONSTRUCTION ET LE
MARCHE DU LOGEMENT NEUF
Avenant n°1**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation 2009/29 du 31 mars 2009 donnant délégation à M. Philippe SAUREL ;

Considérant :

- En 2009, il a été décidé de mettre en place, pour une durée de trois ans, un observatoire des effets de la crise économique sur la construction et le marché du logement neuf à Montpellier. Le bureau d'études ADEQUATION a présenté la meilleure offre et a donc été retenu.
- Les premières publications ont permis de suivre et de mesurer la construction et l'évolution des prix de l'immobilier à Montpellier, quartier par quartier, depuis le début de la crise économique. Les indicateurs observés portent sur les volumes par types de logements construits et mis en vente, les durées de commercialisation, les prix au mètre carré habitable et la part des acquisitions par les investisseurs. Cette observation a permis de mettre en exergue la nécessité d'observer les évolutions de ces indicateurs selon la localisation des opérations immobilières en ZAC ou en dehors des ZAC. En outre, cette différenciation permet à la Ville de Montpellier d'évaluer plus précisément la politique qu'elle mène en matière d'habitat et de développement urbain.
- En plus des indicateurs déjà observés pour l'ensemble de l'activité immobilière de la ville, il est proposé de préciser certaines informations dans les ZAC, en particulier de dissocier les ventes, selon les opérations à l'intérieur des ZAC et de différencier les ventes selon les logements (social, primo-accédants, investisseurs)
- Compte tenu de la base de données déjà établi par le prestataire retenu, ADEQUATION, il est proposé d'augmenter le montant initial du marché de 7,5%, soit de 37 000€ HT à 39 800€ HT, afin que soit réalisé un complément d'étude sur les ZAC.

Décide en conséquence :

- D'autoriser Madame le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°1 ainsi que tous les documents se rapportant à cette affaire.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville.

Nature : 2318 Fonction : 908241 Opération : Mise en place de l'observatoire

Montpellier, le 19/01/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué,



Philippe SAUREL

Publiée le : 20/01/2011

Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/0580

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée pour l'acquisition d'agendas "Montpellier 2013"

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

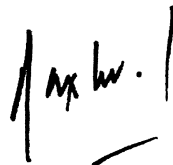
- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour l'acquisition d'agendas « Montpellier 2013 » ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 03/12/2010;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, les éditions Alcide ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité aux éditions Alcide pour un montant minimum de 18 000 € HT et un montant maxi de 26 000 € HT à compter de la notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 02/02/2011

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**



Max LEVITA

Publiée le : 03/02/2011

Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0062

Contentieux
Ville c/ AXIMA SEITHA
Assignment aux fins d'annulation du commandement
de payer du 26 janvier 2011



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

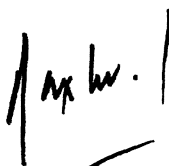
- Que la société AXIMA SEITHA a assigné la Ville afin de faire annuler le commandement de payer délivré le 26 janvier 2011 en vue du paiement de la condamnation de l'arrêt du 29 décembre 2008 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 18/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué



Max LEVITA

Publiée le : 19/02/2011

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'achat de vélos ville cadre mixte/dame à
assistance électrique, de pièces détachées, d'accessoires
et équipements**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de vélos ville cadre mixte/dame à assistance électrique, de pièces détachées, d'accessoires et équipements pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA 1M31), conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 13/01/2011, la société MOBILECO, 34070 MONTPELLIER a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société MOBILECO, pour un montant total de commandes maximum de 40 000 € H.T, pour une durée allant à compter de la date de sa notification jusqu'au 31/08/2014.
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets investissement et fonctionnement de la Ville, nature 2182 – 2188 – 60632 - 60628, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 23/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué

Max LEVITA

Publiée le : 24/02/2011

Notifiée le :



Contentieux
Ville c/ Monsieur Bernard LABORDE



Travaux en infraction avec le code de l'urbanisme



Décision de défendre - APPEL

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Monsieur Bernard LABORDE (SCI ANGELI) a exécuté des travaux en violation avec le code de l'urbanisme et a été condamné par le tribunal correctionnel de Montpellier le 17/02/2010 ;
- Qu'il a interjeté appel de ce jugement ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville devant la Cour d'Appel.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 31 /01 /2011

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

**Publiée le : 01 /02 /2011
Notifiée le :**

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2010/0584

Contentieux
Ville c/ Monsieur Daniel RESTIVO
Travaux en infraction avec le code de l'urbanisme
□
Décision de défendre APPEL

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Monsieur Daniel RESTIVO a exécuté des travaux en violation du code de l'urbanisme, et a été condamné par le Tribunal correctionnel de Montpellier le 17 février 2010 ;
- Que Monsieur RESTIVO a interjeté appel de ce jugement ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

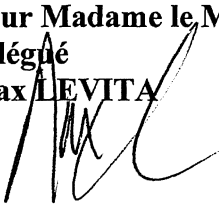
Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 31 /01 /2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 01 /02 /2011
Notifiée le :



Contentieux
Ville c/ Monsieur Frédéric HAMOU
Travaux en infraction avec le code de l'urbanisme
□
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Monsieur Frédéric HAMOU a réalisé des travaux en violation du code de l'urbanisme ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 31/10/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 01/10/2011
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la construction de la crèche Joséphine
Baker. lot 4 : serrurerie et lot 8 : revêtements de sols
souples et peinture.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°31/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Françoise PRUNIER ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à des entreprises spécialisées le marché concernant le lot 4 : serrurerie et le lot 8 : revêtements de sols souples et peinture dans le cadre de la construction de la crèche Joséphine Baker (quartier Ovalie) ;

- Qu' à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 10 août 2010 suite à la relance de ces deux lots jugés infructueux par la commission d'appel d'offres en date du 19 octobre 2010, et conformément à l'article 28 du code des marchés publics, les entreprises suivantes ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses ;

Lot 4 : serrurerie : Entreprise TECHNICFER sise 150 Rue Mas de Bringaud à Montpellier (34) ;

Lot 8 : revêtements de sols souples et peinture : Entreprise SOPESUD sise 56 rue Léon Trotski à Montpellier (34) ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 0 M 803 précité aux entreprises suivantes :
Lot 4 : serrurerie : TECHNICFER pour un montant total de 21 840,00 € H.T.
Lot 8 : revêtements de sols souples et peinture : SOPESUD pour un montant total de 152 588,63 € H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2011 de la Ville.
Section : Investissement Fonction : 9064 Nature : 2313 Programme : 10314 Opération : 06D02899
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le *18.01.2011*

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Françoise PRUNIER

Publiée le :
Notifiée le :

Extrait du registre des
 décisions de la Mairie de
 Montpellier

Décision n° 2011/0004

**Attribution d'un marché selon une procédure adaptée
 pour l'achat et aménagements d'habillages, de
 mobiliers et de matériels spécifiques pour véhicules
 utilitaires**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat et aménagements d'habillages, de mobiliers et de matériels spécifiques pour véhicules utilitaires de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°OM1122), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 21/12/2010, la société EQUIP VAN, 43190 TENCE, a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société EQUIP VAN, pour un montant total de commande de 2 997,85 € HT, à compter de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 60632, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 24 janvier 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
 délégué
 Max LEVITA

Publiée le : 25/01/2011
 Notifiée le :



**Ville de
Montpellier**
**Direction Energie Moyens
Techniques**
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0009

Marchés de prestations de service hôtellerie passés selon une procédure adaptée

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'hébergement de convives lors de l'accueil de délégations ou à l'occasion de toutes autres manifestations organisées par la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 05/10/2010, les sociétés IBIS, 34000 MONTPELLIER, HOTEL DES ARTS, 34 000 MONTPELLIER et BEST HOTEL, 34000 MONTPELLIER pour le lot 1 (prestations de service hôtellerie 2 étoiles), les sociétés KYRIAD, 34000 MONTPELLIER, NEW HOTEL DU MIDI, 34000 MONTPELLIER et AEROPORT HOTEL 34130 MAUGUIO pour le lot 2 (prestations de service hôtellerie 3 étoiles), les sociétés PULLMAN, 34000 MONTPELLIER, DOMAINE DE VERCHANT, 34170 CASTELNAU LE LEZ et LE JARDIN DES SENS, 34000 MONTPELLIER pour le lot 3 (prestations de service hôtellerie 4 ou 5 étoiles), ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses .

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités aux sociétés dans l'ordre suivant selon leur disponibilité :
 - lot 1 : IBIS, HOTEL DES ARTS et BEST HOTEL pour un montant maxi total de commandes de 10 000 € HT
 - lot 2 : KYRIAD, NEW HOTEL DU MIDI et AEROPORT HOTEL pour un montant maxi total de commandes de 20 000 € HT
 - lot 3 : PULLMAN, DOMAINE DE VERCHANT et LE JARDIN DES SENS pour un montant maxi total de commandes de 30 000 € HT
- à compter de leur notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 6232, tous chapitres.

Montpellier, le 25 janvier 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/01/2011
Notifiée le :



Parcelle PK 39 - rue des Grézes
Convention d'occupation précaire et révocable
Ville de Montpellier / Epoux Blanc

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/35 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué.

Considérant :

- que la Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée PK 39, d'une superficie de 1 843 m², sise rue des Grézes à Montpellier ;
- que les époux BLANC sollicitent la mise à disposition de cette parcelle afin d'y parquer des chevaux.

Décide en conséquence :

- de conclure, avec les époux BLANC, une convention d'occupation précaire et révocable d'une durée de deux ans à compter du 1^{er} février 2011 ;
- que l'utilisation de cette parcelle est à la seule fin d'y parquer des chevaux ;
- que cette convention est consentie à titre gracieux compte tenu de son caractère précaire et révocable ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- que ladite convention d'occupation précaire et révocable sera annexée à la présente décision.

Montpellier, le du 02.10.11

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le :
Notifiée le :



Direction Finances et
Contrôle de Gestion
Direction Finances et
Contrôle de Gestion

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/16

Saisine de la Commission Consultative des Services Publics Locaux

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'article L1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant :

Qu'il y a lieu de donner son avis sur le mode de gestion concernant :

- La Délégation de Service Public pour la crèche Joséphine Baker,
- Le renouvellement de la Délégation de Service Public pour la fourrière automobile,
- Le renouvellement de la Délégation de Service Public du parking Laissac

Décide en conséquence :

- De saisir la commission consultative des services publics locaux à la date du 1^{er} février 2011 à 16h30 pour les affaires indiquées ci-dessus.

Montpellier, le

Madame le Maire
Hélène MANDROUX

Publiée le :

Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/17

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour une mission de prospection,
d'information et d'accompagnement de propriétaires
privés visant à faciliter l'accès au logement de ménages
à revenus modestes et intermédiaires**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/44 du 01 avril 2009 donnant délégation de signature à Madame Hélène QVISTGAARD, Adjointe au Maire déléguée au Droit au Logement et Service Municipal de Caution

Considérant :

- Qu'il a lieu de procéder à l'attribution du marché relatif à la Mission de prospection, d'information et d'accompagnement de propriétaires privés visant à faciliter l'accès au logement de ménages à revenus modestes et intermédiaires
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des marchés Publics, en date du 20 décembre 2010, l'association Adages Maison du logement a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'association Adages Maison du logement située 6 rue Draparnaud – 34 000 Montpellier, pour une tranche ferme de douze mois d'un montant de 16720 € H.T. et une tranche conditionnelle de douze mois d'un montant de 16720 € H.T.
- De dire que cette dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville (LC 17600 – 611/925)
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le

26/01/2011

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée

Hélène QVISTGAARD

Publiée le :

Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service de la Commande
Publique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0018

Contentieux
Ville c/ Madame Marie-Thérèse GOALARD
Fixation du prix du bien préempté cadastré HO n°109
devant le juge de l'expropriation
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué

Considérant :

- Que la Ville a décidé de préempter le bien de Mademoiselle Marie-Thérèse GOALARD cadastré HO n°109 situé 10 rue de la Salle l'Evêque à Montpellier ;
- Qu'aucun accord amiable n'ayant été obtenu, le juge de l'expropriation a été saisi pour fixer le prix ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le

25/01/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/01/2011
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011 / 0019

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE
GESTION DES ABONNEMENTS
à des Publications Périodiques
de la Ville de MONTPELLIER**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009-35 du 31/03/09 donnant délégation de signature à M. Frédéric TSITSONIS, adjoint délégué ;

Considérant :

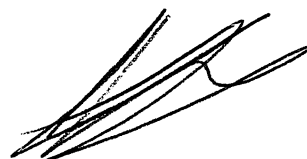
- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur la gestion des abonnements à des publications périodiques, utilisés par les élus et services de la Ville ;
- Que cette prestation fait l'objet d'un marché fractionné à bons de commande pour un montant maximum de 45 000 € HT, pour une durée de 1 an à compter de la notification avec possibilité de reconduction 3 fois par période de 1 an ;
- Qu'à la suite d'une consultation lancée le 30 novembre 2010, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, l'entreprise PRENAX a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise PRENAX, sise 73 rue Segoffin 92400 COURBEVOIE, pour un montant maximum annuel de 45 000 € HT, couvrant 236 abonnements actifs à ce jour ;
 - De dire que la dépense sera imputée sur le Budget Primitif 2011 de la Ville.
- Nature 6182 Fonction 920200.

Montpellier, le 02 / 02 / 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS



Publiée le : 02 / 02 / 2011
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° **2011/0020**

**Marché de prestations intellectuelles à bons de
commande**
**Mission d'assistance à Maîtrise d'ouvrage sur les
actions de la Ville en faveur
de la MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2010/389 du 13/07/2010 donnant délégation à Monsieur Philippe SAUREL adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'instruction de dossiers droits des sols, l'instruction de dossiers de subvention (ravalement, devantures commerciales) et pour l'élaboration de documents réglementaires et d'assistance technique et administrative aux pétitionnaires ;
- Qu'à la suite d'une consultation de prestataires spécialisés en date du 15 décembre 2010, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, Caroline Rochette a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité d'une durée d'un an renouvelable 2 fois pour un montant annuel de 7 500 € HT minimum, à 90 000 € HT maximum à :
Caroline Rochette, mandataire,
Luc Neples, Missions cadres SARL, cotraitant,
Véronique Bois, sous-traitant,
- D'autoriser Mme le Maire, son représentant ou M. l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville : Nature 617 / Fonction 824 Chapitre 928

Montpellier, le **04/02/2011**
Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué

Philippe SAUREL

Publiée le : **07/02/2011**
Notifiée le :

**Attribution d'un Marché passé selon une procédure
adaptée pour assistance technique visant à
l'amélioration du nettoyage des locaux scolaires et de
restauration.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté N°2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY

Considérant :

- La nécessité de bénéficier d'une assistance technique visant à l'amélioration du nettoyage des locaux scolaires et de restauration des écoles publiques de la Ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation spécialisée en date du 15 novembre 2010, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise InCF sise, 2 rue Sainte Lucie, ZAC MOUNDRAN, 31470 FONSORBES a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 0M 712 1101 précité à l'entreprise InCF pour un montant de 4 990€ HT (Quatre mille neuf cent quatre vingt dix Euros) ;
- D'imputer la dépense correspondante le budget primitif 2011 de la Ville, section Fonctionnement Fonction 92 211 Nature 6188 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 18/02/2011
Notifiée le :

Direction du Génie
Urbain
Régulation Trafic Eclairage
Public Déplacement
Opérationnel

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° *20M/22*

**Maintenance du système de contrôle d'accès à la zone
piétonne du centre historique
Avenant n°1 : transfert de raison sociale de la société
VIDEMONT SYSTEME URBAIN (VSU) à la société
CITINNOV**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/130 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Serge FLEURENCE Adjoint délégué ;

Considérant :

- que par décision du 5 mai 2010 Madame le Maire a attribué le marché de maintenance des équipements informatiques du système de contrôle d'accès à la zone piétonne n° OM472500 à la société VIDEMONT SYSTEME URBAIN (VSU) ;
- que l'activité de la société VIDEMONT SYSTEME URBAIN a été transférée au bénéfice de la société CITINNOV par jugement du Tribunal de Commerce de NARBONNE du 17 décembre 2010 ;
- qu'il y a donc lieu d'autoriser le transfert du titulaire de ce marché, la société VIDEMONT SYSTEME URBAIN , vers la société CITINNOV ;

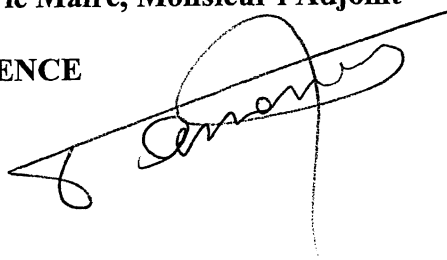
Décide en conséquence :

- de transférer le marché n°OM472500 de la société VIDEMONT SYSTEME URBAIN à la société CITINNOV-Z.I Barret, avenue Jean-Baptiste Tron-13160 CHATEAURENARD ;
- d'autoriser Monsieur l'adjoint délégué à signer cet avenant et plus généralement tous les documents relatifs à l'exécution et au règlement du marché.

Montpellier, le *26.01.2011* *20M*

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le :
Notifiée le :





Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Juridique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2M/0023

ASSURANCES
RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE
AFFAIRE BOURGEOIS

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame BOURGEOIS a fait une chute le 6 janvier 2010 rue des Pradiers ;
- Que Madame BOURGEOIS impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

Décide en conséquence :

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS 159 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître.

Montpellier, le 25/01/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/01/2011
Notifiée le :

**Réalisation de documents d'arpentage dans le cadre du
projet de renovation urbaine de la cité Gély**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 30/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Christian BOUILLE, Adjoint délégué ;


Considérant :

- Que la Ville de Montpellier en tant que maître d'ouvrage de la restructuration des espaces publics de la Cité Gély a besoin de faire réaliser des documents d'arpentage ;
- Qu'une mise en concurrence a été faite par demande de devis auprès de 4 prestataires (MAPA OM1144), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 05 janvier 2011.
- Que la société SIRAGUSA a présenté l'offre la plus adaptée techniquement et économiquement cohérente ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à la société SIRAGUSA représentée par M. RICHARD pour la réalisation de documents d'arpentage dans le cadre du projet de rénovation urbaine de la Cité Gély pour un montant de 300 € HT (358.80 € TTC) ;
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché et tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement 2011 de la Mission Grand Coeur (CRB 28 500 ligne n°16231).

Montpellier, le

 26.01.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Christian BOUILLE



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée
Expertise génie civil du pont des Pradiers**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/130 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur FLEURENCE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à une expertise génie civil du pont des Pradiers en vue de son aménagement,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 09 novembre 2010,
- Que l'entreprise GINGER CEBTP a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise GINGER CEBTP pour un montant de **4 940 € H.T.**
- D'autoriser Madame le maire ou l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget plan 1 de la Ville
Nature 2315 Fonction 816 Opération 07 D 04048

Montpellier, le 28/01/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le : 31/01/2011
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour les remplacements de menuiseries
extérieures de l'école élémentaire Sigmund Freud.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 42/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder au remplacement des menuiseries extérieures dans le cadre de la réhabilitation de l'école élémentaire Sigmund Freud sise 2 rue des Tourterelles ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 23/11/2010, conformément à l'article 28 du code des marchés publics l'entreprise SD MENUISERIES sise 43 rue des Albatros à Villeneuve les Maguelone (34) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 0 M 1082 précité à l'entreprise SD MENUISERIES pour un montant de 52 411,50 € H.T.
 - De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2011 de la Ville.
- Section : Investissement Fonction : 90212 Nature : 2313
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette demande.

Montpellier, le *28.01.2011*

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le :

Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0027

CONTENTIEUX
Ville c/ Madame Nadine CHUPIN
Recours pour excès de pouvoir contre l'avis
défavorable de la commission de réforme
du 06 novembre 2010



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame CHUPIN a introduit un recours n°1005868-7 aux fins d'annulation de l'avis défavorable de la commission de réforme du 06 novembre 2010 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 28/01/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 31/01/2011
Notifiée le :



Contentieux
Contentieux pénal
Ville de Montpellier c/ ALBESPY Sylvie

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que des fonds ont été détournés au sein des services de la Régie des Maisons pour Tous au préjudice de la Ville ;
- Que l'enquête menée par les services de police a conduit à la mise en examen de Madame Sylvie ALBESPY, agent municipal ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 28/01/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 31/01/2011
Notifiée le :



MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Propriété de Madame Hania BENALY
6 rue Daru lot 6
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 12 juillet 2010 (n° 2010-389);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé par décret du Conseil d'Etat le 1^{er} septembre 1977;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 02/12/2010, Madame BENALY Hania a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un appartement constituant le lot n° 6 de l'immeuble situé 6 rue Daru et cadastré IZ0130 au prix de 47 000,00 €.
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur", avec pour objectifs principaux sur le

volet habitat de réactiver et diversifier le marché du logement, par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé, par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;

- que pour la mise en œuvre de l'opération "Montpellier Grand Cœur" susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une concession d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003;

- que le bien immobilier objet des présentes est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus, et dans celui de l'ANRU et de l'OPAH Gambetta Clémenceau Nord Ecusson.

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, en vue de réaliser un logement à loyer maîtrisé.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Madame BENALY Hania, située 6 rue Daru lot 6, et cadastrée section IZ0130 au prix de 25 600 €

- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.

- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.



Montpellier, le 26/01/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint

délégué

Philippe SAUREL

Publiée le : 26/01/2011

Notifiée le : 26/01/2011



**Marché passé selon une procédure adaptée pour
effectuer les prestations de lutte anti-vectorielle sur le
territoire communal et dans les bâtiments communaux,
ainsi que deux campagnes de dératisation du domaine
public. Marché 0M8071000.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/28 donnant délégation de signature à Madame Régine SOUCHE adjointe déléguée

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder aux prestations de lutte anti-vectorielle sur le domaine public de la Ville ainsi que dans les bâtiments communaux, pour une période d'une année, renouvelable une fois, à compter du 01 février 2011 ;
- qu'il y a lieu de procéder à deux campagnes de dératisation sur le domaine public, dans le courant de l'année 2011 ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 29 novembre 2010, l'entreprise « Antigone Service » a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à l'entreprise « Antigone service », Parc d'activités la Garrigue, 34 171 Castelnau-Le-Lez ; pour un montant minimal de 40 000 euros HT et un montant maximal de 90 000 euros HT.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville.
- d'autoriser Madame l'adjointe déléguée, à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 02/02/2011

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe déléguée,

Régine SOUCHE

Publiée le : 03/02/2011

PEGASE
Convention de location de fibres optiques entre la Ville
et SFR Liaison INFORSUD-KPMG

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la société SFR a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications ;
- Que pour les besoins de raccordement de ses clients, SFR a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 650 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, SFR a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - durée dix ans
 - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 616 €
 - redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 1 300 €.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention à passer entre SFR et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10/2/2011
Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué



Michaël DELAFOSSE



RÉSEAU HAUTS-DÉBITS
MONTPELLIER

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A SFR
LIAISON INFORSUD-KPMG
L02937**

Entre les soussignés :

- **Madame le Maire**, agissant au nom et comme représentant de la Ville de MONTPELLIER
sise au 1, place Francis Ponge, en exécution d'une délibération du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

Société Française du Radiotéléphone - SFR, une société anonyme au capital social de
1.345.144.260,15 € dont le siège social est situé 42 avenue de Friedland 75008 Paris,
immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 403 106
537, représentée par son directeur en exercice ou par une personne dûment habilitée aux
fins des présentes

ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

SOMMAIRE

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT	4
ARTICLE 1 - DEFINITIONS	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION	4
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES	5
ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES	5
ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES	5
6.4.1 MISE A DISPOSITION	6
6.4.2 RECEPTION	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES	7
ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS	9
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES	9
ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES	10
ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE	11
ARTICLE 12 - CESSIION DE LA CONVENTION	11
ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION	11
ARTICLE 14 - RESILIATION	11
ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES	12

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

Conformément au code des postes et télécommunications, la société SFR, a été autorisée par arrêté ministériel, à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers et notamment d'opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, SFR a sollicité de la Ville la mise à disposition de deux liaisons optiques réalisées par cette dernière sur son territoire.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n°2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques terminées par des connecteurs entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur dans les conditions définies à l'article 6.4 ci-après.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur des fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public routier pour l'exercice des activités de télécommunications exercées par ledit opérateur en vertu de l'autorisation prévue à l'article L.33-1, qui lui a été accordée par arrêté du ministre.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES

Les fibres optiques de la Ville mises à disposition de l'opérateur sont implantées le long du réseau PEGASE entre :

- Site KPMG avenue Albert Einstein/Becquerel,
- Site inforsud avenue Mondial 98

La longueur des liaisons représente un linéaire, d'environ 650 mètres, et sera défini précisément lors de la phase de réception et servira de base au calcul de la redevance.

Les infrastructures optiques déployées par la Ville et mises à disposition de l'opérateur sont définies dans l'annexe n°1 à la présente.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n°2 à la présente.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison des fibres optiques de la Ville mises à disposition dans le cadre de la présente.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION

Il est entendu entre les parties que la Ville n'a signé la présente convention qu'en raison de la qualité de l'opérateur, et notamment au regard de l'autorisation ministérielle visée en préambule qui lui a été accordée.

L'opérateur s'interdit de sous-concéder ou sous-louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises mis à sa disposition, sauf autorisation préalable expresse de la Ville.

Toutefois, l'opérateur est d'ores et déjà autorisé à sous-concéder ou sous louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises objet de la présente convention, au profit de toutes les sociétés filiales et de la maison mère de SFR.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

6.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

Il doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

6.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE

L'opérateur s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver le bon état des fibres optiques existantes, implantées sur le domaine public. Il prendra toute

mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. Il se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

6.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPERATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

6.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définis en annexe n°1.

6.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les liaisons à l'opérateur à la date définie en annexe n°1 comme la "**date de mise à disposition**". Cette date est la date à laquelle l'opérateur aura pu prononcer la réception de la liaison, levée de toute réserves majeures dans les conditions définies à l'article 6.4.2 ci-après.

6.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville. Elle se déroulera comme suit:

La Ville informera l'opérateur par lettre ou télécopie du jour de la réception, huit (8) jours au moins avant la date prévue pour cette dernière. Lors des opérations de réception telles que définies en annexe n°3 et à l'issue des tests, les parties procèderont, aux points de livraison, à la signature du certificat de réception de la (des) liaison(s).

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

La levée desdites réserves par la Ville fera l'objet d'un courrier ou d'une télécopie adressé à l'opérateur; elle ne donnera pas lieu à une nouvelle réception des liaisons.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

En cas d'impossibilité pour l'opérateur de participer, au jour dit, aux opérations de réception, l'opérateur devra en aviser par écrit la Ville deux (2) jours avant la date de réception initiale.

La Ville proposera une nouvelle date de réception, pour laquelle l'opérateur s'engage à se rendre disponible.

ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

7.1 : EXPLOITATION

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

7.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront à sa disposition en application de la présente convention. Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, il procède sans délai à la remise en état des lieux.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant les liaisons, il en informera la Ville sans délai.

7.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir le service à ses propres clients, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et sur son câble à fibre optique dans un des trois points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention:

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques
- les services techniques de la Ville.

7.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique suivie d'une intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera mesurée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie il fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargé de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant, l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville sont les suivantes :

N° de téléphone : 04 67 34 71 17/ 04 67 34 70 33

Mél : eric.alabert@ville-montpellier.fr, alain.flottes@ville-montpellier.fr

Les coordonnées du prestataire seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques, celles-ci seront mises à jour par la Ville dès que nécessaire.

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, 365 jours par an.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement sauf si celui-ci est du à l'opérateur, dans ce cas il remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

7.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures.
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 7.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures

7.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4^{ème} dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale de la Ville en application des dispositions de l'article 9.2 ci-après.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur, entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

9.1: FRAIS D'ACCES

Le montant des frais d'accès au service est fixé 616 euro net toutes charges comprises; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la signature de la présente convention.

9.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSTION

9.2.1 Montant de la redevance

La société versera à la Ville, et par virement bancaire, une indemnité annuelle d'occupation.

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2 € nets /paire de fibres optiques base juin 2002 (deux euros nets toutes charges comprises par mètre linéaire et par paire base juin 2002).

il est calculé comme suit :

$$R = 2 \text{ €} \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètre linéaire.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

Les valeurs d et n seront celles fixées dans le procès-verbal de réception des équipements mis à disposition.

9.2.2 Paiement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de mise en recette, portant la référence comptable "

Contrat n°L02901 " qui sera adressé à :

SFR
Comptabilité Fournisseur SFR
TOUR SEQUOIA
1, Place Carpeaux
LA DEFENSE 6,
92915, PARIS LA DEFENSE CEDEX

La première étant accompagnée d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante (60) jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 6.4.1,

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

9.2.3 Variation de la redevance

L'indemnité ci-dessus évolue au 1^{er} janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,6 \frac{S}{SO} + 0,4 \frac{PsdT}{PsdTO}) \text{ dans laquelle :}$$

- **P** est le prix actualisé;
- **P_o** le prix de référence (valeur juin 2002);
- **S** est la dernière valeur connue au 1^{er} janvier de l'année considérée de l'indice général des salaires dans les industries mécaniques et électriques ICHTTS1
- **SO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 116,5;
- **PsdT** est la dernière valeur considérée de l'indice « produits et services du secteur industrie du téléphone »,
- **PsdTO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 121,8.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur devra justifier annuellement de ces attestations à la première demande de la Ville.

L'opérateur fera son affaire de tous les recours intentés contre la Ville par des tiers, ainsi que des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à l'opérateur fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant. Il doit notamment informer la Ville en cas de modifications éventuelles apportées à son autorisation au titre de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications telle que visée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 12 - CESSION DE LA CONVENTION

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans le consentement écrit et préalable de la Ville et sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

L'opérateur est toutefois d'ores et déjà autorisé par la Ville à céder ses droits et obligations résultant des présentes au profit de toutes sociétés filiales et de la société mère dès lors que ces sociétés sont également autorisées à exercer leur activité au lieu et place de l'opérateur, au titre d'une autorisation accordée au titre de l'article L. 33.1 du code des postes et télécommunications.

Cette cession fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée initiale de dix (10) ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1 ci-avant. Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord express des parties, l'opérateur informera la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

ARTICLE 14 - RESILIATION

14.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

14.1.1: Dans l'intérêt général

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

14.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

14.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.1, l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.2 l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par le maire de la Ville, dûment habilité par le Conseil municipal. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 14.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

14.1.5 Dépose des équipements de l'opérateur

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation sauf accord contraire.

14.2 : A L'INITIATIVE DE L'OPERATEUR

14.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas l'opérateur abandonnera à titre d'indemnités le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition
Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition
Annexe n°3 : Procédure de réception

Fait à Montpellier le

En trois exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier
Pour Madame le Maire
L'Adjoint Délégué

Pour l'opérateur



RÉSEAU HAUTS-DEBITS
MONTPELLIER

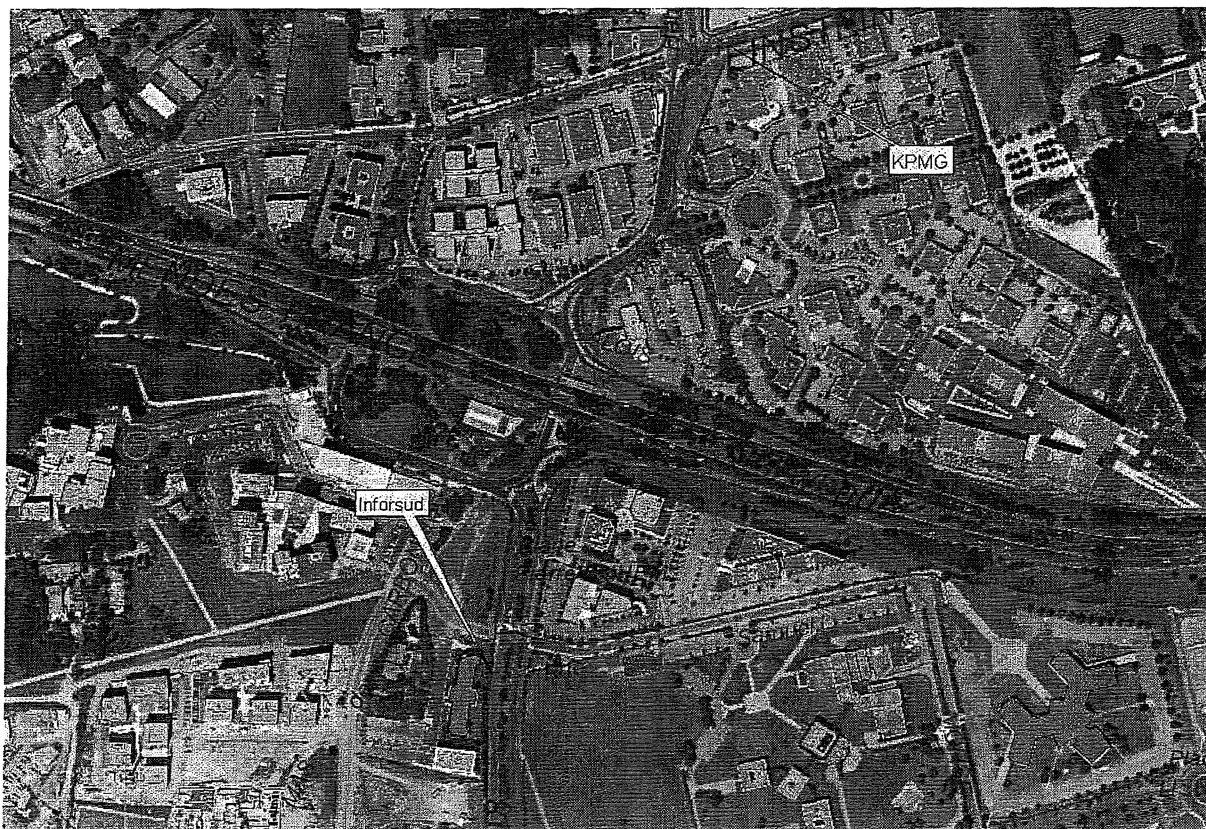
**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A SFR
LIAISON INFORSUD-KPMG
L02937**

ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION

1° Description géographique des liaisons mises à disposition de l'opérateur par la Ville :

Les liaisons sont composées d'une paire de fibre optique du réseau de la Ville PEGASE sur une distance estimée à 650 m.

2° Points de livraison des liaisons :



3° Date de mise à disposition des liaisons :

Un mois à compter de la signature de la convention.



RÉSEAU HAUTS-DEBITS
MONTPELLIER

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A SFR
LIAISON INFORSUD-KPMG
L02937**

ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES

SPECIFICATION TECHNIQUE

DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

Paramètre	Valeur
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ($= 0.69 \text{ GN/m}^2$) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A SFR
LIAISON INFORSUD-KPMG
L02937**

ANNEXE N°3 : PROCEDURE DE RECETTE OPTIQUE

CAHIER DES CHARGES
POUR LES
RECETTES OPTIQUES
(ANNEXES TECHNIQUES)
EXTRAITS

1 – INTRODUCTION ET GENERALITES

Le présent document décrit les caractéristiques techniques nécessaires à la validation de tronçons optiques. Il définit les essais optiques à effectuer et les documents à fournir lors de la recette d'un segment ou d'un tronçon.

Le segment, ou arc optique, est défini comme un ensemble de fibres pouvant relier deux équipements optoélectroniques tels que transmetteurs ou amplificateurs optiques. Un tronçon est une partie de segment.

Ce document s'applique aux recettes de raccordement de câbles, ainsi qu'aux recettes d'activation de fibres sur des câbles dont le raccordement a déjà été validé.

LE PRESTATAIRE S'ASSURERA DU RESPECT DES CONSIGNES DE SECURITE DU MILIEU DANS LEQUEL IL INTERVIENT, AINSI QUE DU RESPECT DES AUTORISATIONS D'EMPRUNT DES EMPRISES FERROVIAIRES OU APPARTENANT A D'AUTRES OPERATEURS.

POUR UNE RECETTE DE RACCORDEMENT, LE PRESTATAIRE DEVRA OBTENIR DE L'ENTREPRISE DE RACCORDEMENT, LA PRESENTATION, AU MOMENT DE LA RECETTE, DU DOSSIER TECHNIQUE DU RACCORDEMENT (UN EXEMPLAIRE PAPIER), INCLUANT LE CAHIER DE MESURE.

Cet exemplaire du dossier technique sera ensuite transmis à la Ville avec le cahier de recette.

Les appareils de mesures utilisés devront avoir fait l'objet d'un étalonnage et être munis d'un certificat et d'un étiquetage d'étalonnage en cours de validité.

2 – CONTROLES

2.1 – CONTROLES VISUELS

Le respect des conditions techniques du raccordement sera contrôlé aux deux extrémités du segment, en particulier quant au bon positionnement des câbles et des connecteurs d'extrémité, ainsi qu'à leur repérage.

Le contrôle visuel permettra également de vérifier :

- la conformité aux règles de l'art pour le positionnement et le lovage des jarretières,
- le respect des règles de repérage des têtes de câbles et des câbles,
- la conformité aux documents Ville (selon le cas : schémas de baies, plan de câblage, synoptique de liaison).

- en présence d'équipements optiques non précédemment recettés (tels que tête de câble, tiroir d'épissurage...), que le raccordement de ces équipements est fait selon les spécifications techniques du fabricant ou celles de la Ville (pour le lovage des fibres, le positionnement des manchons de soudures...).

Dans le cas de fibres non connectorisées, un test de continuité sera effectué, principalement dans le but de contrôler qu'il n'y a pas de croisement de fibres. Une source visible ou tout autre méthode pourront être utilisées.

Lors d'une recette de raccordement, l'inspection visuelle portera aussi sur le marquage du câble (fabricant, année de fabrication, type de fibre s'il y a lieu...).

À la requête de la Ville, le PRESTATAIRE pourra demander à l'entreprise de raccordement l'ouverture d'une ou plusieurs boîtes de jonction. Le PRESTATAIRE effectuera alors un contrôle visuel de la conformité du raccordement. L'entreprise de raccordement assurera la fermeture des boîtes de jonction, puis le contrôle de leur étanchéité.

2.2 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

<p>ELLES SERONT EFFECTUEES DANS LES 2 SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.</p>

Leur but est de caractériser l'atténuation linéique de la fibre, l'atténuation des connecteurs et des épissures ainsi que leurs réflexions, et de contrôler l'absence de défauts atténuant et de contraintes sur la fibre.

Les paramètres d'acquisition seront choisis de façon à obtenir une résolution verticale suffisante pour que toutes les épissures soient lisibles.

Les courbes devront être exploitables jusqu'à leur extrémité éloignée, de façon à permettre la mesure de l'atténuation linéique et la détection d'inhomogénéité éventuelles sur la dernière longueur (après la dernière épissure).

L'indice de réfraction à prendre en compte pour paramétrer le réflectomètre est celui indiqué par le fabricant de la fibre, ou à défaut : 1,47 à 1550 nm et à 1310 nm.

La fiche d'un connecteur en fin de segment devra être mesurée en étant connectée à une bobine de référence, de façon à obtenir des valeurs d'atténuation et de réflexion dans chaque sens de propagation.

Par bobine de référence, on entend une bobine de fibre équipée aux extrémités avec des fiches de connecteur dites de référence, c'est à dire dont la fibre présente une très faible excentration qui est mesurée et garantie par l'entreprise assurant le montage des fibres-amorces.

La longueur de cette bobine devra être suffisante pour caractériser le connecteur, y compris s'il présente un pic de réflexion.

2.3 – MESURES PHOTOMETRIQUES

LA MESURE DE L'ATTENUATION GLOBALE DU SEGMENT SERA EFFECTUEE DANS LES DEUX SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.

La procédure de mesure sera la méthode d'insertion, et utilisera deux jarretières équipées de connecteurs de référence (à faible excentration), qui seront connectées entre elles pour déterminer le niveau de référence (niveau 0 dB).

Dans le cas de connecteurs différents aux deux extrémités du segment, le niveau de référence sera pris avec un raccord hybride ou à défaut, en faisant une moyenne entre deux jeux de jarretières.

Les mesures photométriques ne seront pas réalisées sur des fibres qui ne sont pas connectorisées aux deux extrémités.

3 – PRESENTATION DES RESULTATS

3.1 – CAHIER DE RECETTE

Les résultats seront regroupés dans un cahier de recette.

Il inclura entre autres les tableaux de valeurs, le résultat du contrôle visuel, un récapitulatif des réserves éventuelles, ainsi que les traces réflectométriques à 1550 nm dans les deux sens.

Une version sera fournie sur support informatique (disquette ou cédérom) qui comprendra notamment toutes les traces réflectométriques (soit les traces dans les deux sens à 1310 nm et 1550 nm).

La première page de couverture indiquera entre autres, de façon bien visible :

- "Cahier de recette optique",
- le nom de l'opération,
- le numéro du code opération VILLE ("Code Opéra"), ainsi que le numéro de RRE RO,
- le nom de l'entreprise PRESTATAIRE.

Le cahier de recette mentionnera également s'il s'agit d'une recette d'activation de fibres ou de raccordement.

Dans ce dernier cas, le nom de l'entreprise ayant effectué le raccordement sera aussi mentionné.

De même, le type de soudeuse et le programme de soudage utilisés pour le raccordement seront reportés dans le cahier de recette, lorsque ces informations sont présentes dans le dossier technique de l'entreprise de raccordement.

Les réserves éventuellement relevées seront présentées dans un paragraphe dédié.

3.2 – CONTROLES VISUELS

Les différents points vérifiés seront indiqués, avec leur niveau de conformité et les éventuelles anomalies relevées.

Dans le cas d'une recette de raccordement, les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, validés ou annotés, seront reproduits.
Les indications portées sur le marquage du câble seront également retranscrites.

Dans le cas d'une recette d'activation de fibre, le synoptique de liaison VILLE, validé ou annoté, sera reproduit.

Dans le cas de fibres non connectorisées, le résultat des tests de continuité sera indiqué.

3.3 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

POUR L'UNIFORMITE DE L'ATTENUATION, IL SERA INDIQUE SI L'ATTENUATION PRESENTE OU NON DES POINTS DE DISCONTINUITE.

La valeur dans chaque sens de propagation ainsi que la valeur des deux sens moyennés seront présentés en tableaux, ceci pour :

- l'atténuation des connecteurs et des épissures, à 1310 et 1550 nm,
- le taux de réflexion des connecteurs à 1550 nm,
- l'atténuation linéique du segment hors connecteurs, à 1550 nm.

(Voir le récapitulatif au § 3.5).

Si le segment comporte des connecteurs en ligne, l'atténuation linéique à 1550 nm est à présenter pour chaque tronçon entre ces composants.

Pour les connecteurs et les épissures, un tableau présentera la différence d'atténuation entre les deux longueurs d'onde (valeur à 1310 nm moins valeur à 1550 nm).

Le tableau des épissures à 1550 nm fera apparaître la moyenne des épissures pour chaque fibre, ainsi que la moyenne générale, avec trois chiffres après la virgule.

Pour l'atténuation d'une épissure, si la valeur des deux sens moyennés est négative, elle sera comptée à zéro pour le calcul des moyennes par fibre et générale. (Elle pourra rester notée négative dans la colonne des deux sens moyennés).

Pour l'atténuation linéique, la valeur des deux sens moyennés sera donnée avec trois chiffres après la virgule.

Le type du connecteur mesuré sera rappelé en tête du tableau correspondant.

Dans le cas de fibres non connectées aux deux extrémités, les tableaux feront apparaître l'atténuation réflectométrique globale pour chaque longueur d'onde (deux sens et deux sens moyennés).

3.4 – MESURES PHOTOMETRIQUES

Les tableaux présenteront les valeurs de l'atténuation dans chaque sens de propagation, ainsi que la valeur des deux sens moyennés.

L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE, FOURNIE PAR VILLE OU CALCULEE AVEC LA FORMULE DU § 4.2, SERA RAPPELEE EN TETE DES TABLEAUX CORRESPONDANTS.

3.5 – RECAPITULATIF

Pour le cas général, les valeurs cochées suivantes sont à présenter en tableau :

	Deux sens et deux sens moyennés à 1550 nm	Deux sens et deux sens moyennés à 1310 nm	Différence des deux sens moyennés entre 1310 et 1550 nm
Épissures	X	X	X
Connecteurs	X	X	X
Réflexions	X		
Atténuation linéique	X		
Atténuation photométrique	X	X	

Pour les fibres non connectées aux deux extrémités, l'atténuation photométrique n'est pas à réaliser mais l'atténuation réflectométrique globale du segment est à présenter en tableau pour chaque longueur d'onde.

4 – SEUILS DES RESERVES

4.1 – SEUILS DES RESERVES POUR LES PARAMETRES MESURES

Les points suivants donnent lieu à des réserves :

4.1.1 – Inspection visuelle

- Toute non-conformité relevée lors des contrôles visuels.

4.1.2 - Épissures

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale à : 0,20 dB
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.3 – Connecteurs

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET DE DEUX EPISSURES, Y COMPRIS S'IL S'AGIT D'UN CONNECTEUR D'EXTREMITÉ OU D'UN CONNECTEUR DE JARRETIERE.

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale aux valeurs suivantes, pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
Atténuation	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

- Taux de réflexion à 1550 nm supérieur ou égal aux valeurs suivantes :

Connecteur	SC/APC	FC, ST, SC/PC	EC	VFO
Taux de réflexion	- 50 dB	- 30 dB	- 45 dB	- 30 dB

4.1.4 - Contraintes sur la fibre

Pour un connecteur ou une épissure :

- Atténuation à 1550 nm supérieure à l'atténuation à 1310 nm, de 0,10 dB ou plus.

4.1.5 - Uniformité de l'atténuation

- Discontinuité supérieure ou égale à 0,10 dB à 1550 nm.
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.6 - Atténuation linéique

- Pas de seuil donnant lieu à réserve.

4.1.7 - Atténuation globale

- Atténuation à 1550 nm, dans l'une ou l'autre des directions de propagation, supérieure ou égale au maximum théorique A_{Maxi} qui sera fourni par VILLE et qui peut être calculé avec la formule décrite au § 4.2.
- Pas de seuil donnant lieu à réserve pour l'atténuation à 1310 nm.

4.2 - CALCUL DE L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE D'UN SEGMENT

L'atténuation maximale d'un segment peut être exprimée par la formule suivante :

$$A_{\text{Maxi}} = (\alpha_{\text{FO}} \times L_{\text{FO}} + \alpha_{\text{ép}} \times N_{\text{ép}} + \alpha_{\text{cn}} \times N_{\text{cn}}) \times C - \alpha_{\text{rf}}$$

Dans laquelle :

- A_{Maxi} en dB est l'atténuation du segment, hors équipements optoélectroniques.
- α_{FO} en dB/km est l'atténuation linéique de la fibre câblée, sans les épissures.
- L_{FO} en km est la longueur de fibre du segment, mesurée par réflectométrie.
- $\alpha_{\text{ép}}$ en dB est l'atténuation d'une épissure.
- $N_{\text{ép}}$ est le nombre d'épissures sur le segment, sans celles des connecteurs.
- α_{cn} en dB est l'atténuation d'un connecteur, incluant ses épissures.
- N_{cn} est le nombre de connecteurs sur la liaison.
- C est un coefficient d'effet statistique.
- α_{rf} en dB est la correction du niveau de référence de la mesure photométrique.

Les valeurs numériques à 1550 nm, sont les suivantes :

4.2.1 - Atténuation de la fibre câblée α_{FO}

- 0,215 dB/km si le segment est inférieur à 20 km
- 0,205 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 20 km
- 0,200 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 80 km

**ON CONSIDERE QUE CES VALEURS S'APPLIQUENT A DES CABLES
FABRIQUES EN 2001.**

En fonction de l'écart entre cette date et la date de fabrication du câble, on compte une correction de l'atténuation, en plus (vers le passé) ou en moins (vers le futur), de :

0,004 dB/km par an

4.2.2 - Atténuation des épissures $\alpha_{\text{ép}}$

0,07 dB si leur nombre est inférieur à 10
0,05 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 10
0,04 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 20

4.2.3 - Nombre d'épissures $N_{ép}$

Les épissures des connecteurs seront comptées avec les connecteurs et ne sont donc pas prises en compte dans le nombre d'épissures.

4.2.4 - Atténuation des connecteurs α_{cn}

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET EVENTUELLEMENT DE DEUX EPISSURES.

De ce point de vue, on ne fait pas de différence entre les connecteurs de jarretières et les autres.

Une distinction est faite entre les différents types de connecteurs.
Pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
α_{cn}	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 4 (tous types confondus), enlever 0,15 dB par connecteur.

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 8 (tous types confondus), enlever 0,20 dB par connecteur.

4.2.5 - Nombre de connecteurs N_{cn}

ON NE PREND PAS EN COMPTE LES JARRETIERES EN TANT QUE TELLES DANS LA FORMULE. ON COMPTABILISE SIMPLEMENT LES CONNECTEURS QUI LES CONSTITUENT.

Les connexions d'extrémité sont comptées comme des connexions entières et non pas comme des demi-connexions.

4.2.7 – Coefficient d'effet statistique C

$C = 0,98$ si on a à la fois $L_{FO} \geq 20$ km et $N_{cn} \geq 3$

$C = 1$ dans les autres cas.

4.2.8 – Correction du niveau de référence photométrique α_{rf}

Selon le type de connecteur d'extrémité, pour tenir compte du connecteur utilisé pour la prise du niveau de référence lors de la mesure photométrique (niveau 0 dB), on considère les valeurs α_{rf} suivantes :

Connect. d'extrémité	SC	FC, ST	EC	VFO
α_{rf}	0,25 dB	0,30 dB	0,45 dB	0,55 dB

En cas de connecteurs différents aux extrémités, on retiendra la plus forte valeur entre les deux connecteurs concernés si la référence a été prise avec un raccord hybride. On retiendra la moyenne des deux valeurs si la référence a été prise en faisant la moyenne entre deux jeux de jarretières.

Pour une mesure de l'atténuation au réflectomètre, (cas des fibres non connectorisées), $\alpha_{rr} = 0$.

5 – CONFIGURATION APRES ESSAIS

La liaison optique doit être mise à disposition de l'exploitation dans la configuration suivante :

- L'ensemble des connecteurs ayant subi une manœuvre lors de la recette seront nettoyés selon les procédures en vigueur dans la profession et remis en place.
- Les éventuelles anomalies de repérage sur les étiquettes seront signalées.

ANNEXE 4

Contenu du cahier de recette

Le PRESTATAIRE s'engage à fournir à VILLE les documents suivants :

- Les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, dans le cas d'une recette de raccordement, validés ou annotés (support papier).
 - Le synoptique de liaison VILLE, dans le cas d'une recette d'activation de fibres, validé ou annoté (support papier).
 - Les diverses informations demandées aux § 3.1 et 3.2 de l'annexe 1 (supports papier et informatique).
 - Les analyses et tableaux de synthèse des mesures réflectométriques et photométriques, tels que décrits aux § 3.3 et 3.4 de l'annexe 1, (supports papier et informatique).
 - Les traces réflectométriques, aux deux longueurs d'onde pour le support informatique et à 1550 nm pour le support papier, telles que décrites aux § 3.1 et 3.3 de l'annexe 1.
-



**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Convention de mise à disposition de la Galerie Saint
Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code général de la Propriété des Personnes publiques et notamment l'article L.2122-1
- Vu la délibération n°2010/347 du 26 juillet 2010 approuvant le règlement intérieur de la Galerie Saint Ravy,
- Vu l'arrêté 2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué,

Considérant :

- Que M. Ismaël Benziani alias Ferd, Peintures, 12 rue en Gondeau, 34000 Montpellier a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition de ses œuvres à la galerie Saint Ravy
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes
- Que cette exposition aura lieu du 3 au 14 février 2011

Décide en conséquence :

- D'autoriser M. Ismaël Benziani à exposer ses œuvres à la galerie Saint Ravy du 3 au 14 février 2011
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la Galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont M. Benziani a eu préalablement connaissance et qu'il s'engage à respecter
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué

Michaël DELAFOSSE

Règlement pour l'exposition d'œuvres par des artistes Galerie Saint Ravy – Montpellier

Adopté par délibération du Conseil Municipal du 26/07/2010

Article 1 – Présentation de la Galerie Saint Ravy

La Galerie Saint Ravy est une salle d'exposition dédiée aux plasticiens développant leur expression artistique sur le territoire montpelliérain.

Située dans le cœur de l'Ecusson, elle est un lieu propice aux rencontres et aux expositions.

La Galerie est propriété de la commune de Montpellier et appartient à son domaine public.

Article 2 – Accès des artistes à la Galerie Saint Ravy

Pour l'organisation des manifestations dans ce cadre, il est nécessaire d'organiser l'exposition des œuvres sur ce domaine public.

Un appel à candidature est ainsi formulé chaque année afin de rechercher les artistes plasticiens qui seront exposés. Une commission de sélection est chargée du choix des artistes.

Le descriptif exact du contenu de l'exposition, soit toutes œuvres et tous documents à présenter au public, doit correspondre au dossier retenu par la commission de sélection des exposants. Toute modification partielle du contenu de l'exposition, entre le temps de la sélection et celui du déroulement de l'exposition, devra être validée au préalable par le responsable de la galerie. Aucune modification totale du contenu de l'exposition, par rapport au dossier retenu par la commission de sélection, ne sera tolérée.

Article 3 – Modalités d'exposition des œuvres à la Galerie Saint Ravy

Article 3.1 – Nécessité d'une décision portant occupation du domaine public

Il sera délivré à chaque exposant une autorisation d'occuper le domaine public conformément à l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques ; en effet, cet article précise « nul ne peut, sans disposer d'un titre l'y habilitant, occuper une dépendance du domaine public d'une personne publique [...] ».

L'occupation ne pourra être que temporaire, et conforme à l'affectation de la Galerie.

En application de l'article L2122-3 du code précité, cette autorisation présente un caractère précaire et révocable.

L'exposant devra jouir personnellement de la salle d'exposition et ne devra en aucun cas sous-traiter l'espace.

Article 3.2 – Redevance et caution

A titre exceptionnel et en raison du caractère amateur des expositions organisées à la Galerie Saint Ravy, il est convenu que la mise à disposition de ce lieu se fera à titre gratuit.

Un chèque de caution d'un montant de 385 €, à l'ordre de Monsieur le Trésorier Principal de la Ville de Montpellier, sera déposé par l'exposant. Cette caution pourra être retenue en intégralité par la Ville de Montpellier en cas de :

- Détérioration de la structure de la galerie,
- Détérioration du matériel mis à disposition,
- Disparition du matériel mis à disposition.

Article 3.3 – Engagements de l'exposant

3.3.1 : l'exposant occupe les lieux, sans modification de structure. Un état des lieux sera dressé contradictoirement, à l'entrée dans la galerie et à la fin de l'exposition. Des clés et un code d'alarme, ainsi qu'un document indiquant la conduite à tenir concernant cette alarme, seront remis à l'exposant au moment de l'état des lieux. Tout manquement au bon usage du système d'alarme entraînera une intervention du Centre du Supervision Urbaine habilité par la Ville de Montpellier, intervention dont le coût pourra être mis à la charge de l'exposant.

3.3.2 : Un nettoyage complet de la galerie est effectué par un prestataire chaque quinzaine, le mardi matin. Il appartient toutefois à l'exposant de nettoyer régulièrement les lieux et le matériel (sols, vitres, réserve, toilettes, tables, chaises, socles), notamment après le démontage de l'exposition et avant remise des clés. Produits et matériel d'entretien sont mis à disposition sur place.

Article 3.4 – Installation et enlèvement des œuvres

Le transport des œuvres, les montages et démontages ainsi que le réglage des éclairages sont à la charge de l'exposant ; la maintenance technique du lieu et du matériel est assurée par le responsable de la galerie et l'agent technique affecté par la ville de Montpellier.

Article 3.5 – Vente d'œuvres d'art

La vente d'œuvres d'art est strictement interdite dans la Galerie Saint Ravy, sauf dérogation donnée par la Ville de Montpellier pour vente de charité. Aucune indication de prix des œuvres exposées ne sera tolérée.

Si des documents annexes concernant l'exposition (catalogues, fascicules, cartes postales) sont vendus au profit de l'exposant, cette vente sera faite sous son entière responsabilité, après accord formel du responsable de la galerie.

Article 3.6 – Communication

Tous les documents de communication consacrés à l'exposition (affiches, invitations, tracts, communiqués de presse, catalogues, encarts publicitaires) sont à la charge de l'exposant. Le logo de la Ville de Montpellier dédié aux événements devra toujours y figurer, ainsi que la dénomination et l'adresse du lieu, à savoir :

Galerie Saint Ravy
Place Saint Ravy
34000 Montpellier.

La mention « avec le soutien de la Ville de Montpellier » devra figurer sur l'ensemble des documents de communication.

Le vernissage de l'exposition est entièrement à la charge de l'exposant. Sa date et ses horaires devront être indiqués au responsable de la galerie au moins quinze jours avant l'exposition. Le vernissage prendra impérativement fin à 21h30 pour le public et 22h pour l'exposant

Article 4 - Assurances

La galerie Saint Ravy est ouverte au public du mardi au dimanche inclus, de 13 heures à 19 heures ; le gardiennage de la galerie est strictement à la charge de l'exposant.

L'exposant est tenu d'assurer, selon les principes de droit commun :

- Les risques locatifs liés à la mise à disposition des locaux objet du présent règlement

- Ses propres responsabilités pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition
- Les œuvres exposées ainsi que les éventuels documents annexes destinés à la vente
- Ses propres biens
- Ses propres préjudices financiers

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable entre la collectivité, l'exposant et leurs assureurs respectifs.

Dans le cas où l'activité exercée par l'exposant dans les locaux objet du présent règlement entraînerait, pour la collectivité propriétaire, des surprimes au titre de son contrat incendie et explosion, celles-ci seraient, après justification, mises à la charge de l'exposant.

En cas de préjudice lors de la période d'exposition, l'exposant devra pouvoir produire une attestation de son assureur sanctionnant les dispositions précitées. Il devra par la suite pouvoir en justifier la présentation à toute demande de la collectivité.

Si l'exposant choisit de ne pas contracter d'assurance concernant les dispositions précitées, la Ville de Montpellier décline toute responsabilité en cas de préjudice relevant de ces mêmes dispositions.

Article 5 – Dispositions diverses :

La ville de Montpellier se réserve le droit d'organiser dans la galerie des animations culturelles, indépendamment de l'exposition en cours, en dehors de ses horaires d'ouverture habituels et de son vernissage. Elle prend alors entièrement à sa charge le gardiennage de l'exposition en cours ainsi que toutes les responsabilités afférentes concernant la galerie et l'exposition. La ville de Montpellier s'engage à avertir au préalable l'exposant de la tenue d'une ou plusieurs animations culturelles durant la période de son exposition.

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011 / 0034

**Convention de mise à disposition de fibres optiques par
la Ville de Montpellier à MIT pour la liaison Office de
Tourisme de Montpellier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la société MIT a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications.
- Que pour les besoins de développement de ses réseaux, et en particulier afin de desservir l'Office de Tourisme de Montpellier, MIT a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 500 mètres de paires de fibres optiques.
- Qu'après négociation, MIT a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - durée dix ans
 - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 2 904 €
 - redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 1 000 €

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention à passer entre MIT et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué



Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16/02/2011
Notifiée le :



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A MIT
LIAISON OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER**

Entre les soussignés :

- **Madame le Maire**, agissant au nom et comme représentant de la Ville de MONTPELLIER
sise au 1, place Francis Ponge, en exécution d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

Groupe MIT, SARL au capital de 350 000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des
Sociétés de Montpellier, sous le RCS Montpellier B 441 145 190, dont le siège social est 143
rue Emile Julien MONTPELLIER, représentée par M. TURPIN dûment habilité à cet effet,

ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

SOMMAIRE

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT	4
ARTICLE 1 - DEFINITIONS.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION.....	4
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES	5
ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES.....	5
ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES.....	5
6.4.1 MISE A DISPOSITION	6
6.4.2 RECEPTION.....	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....	7
ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS.....	9
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES.....	9
ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....	10
ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE	11
ARTICLE 12 - CESSIION DE LA CONVENTION.....	11
ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION	11
ARTICLE 14 - RESILIATION.....	11
ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES.....	12

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIV

Conformément au code des postes et télécommunications, la société MIT, a été autorisée par arrêté ministériel, à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers et notamment d'opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, MIT a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique réalisée par cette dernière sur son territoire.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n°2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques terminées par des connecteurs entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur dans les conditions définies à l'article 6.4 ci-après.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur des fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public routier pour l'exercice des activités de télécommunications exercées par ledit opérateur en vertu de l'autorisation prévue à l'article L.33-1, qui lui a été accordée par arrêté du ministre.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES

Les fibres optiques de la Ville mises à disposition de l'opérateur sont implantées le long du réseau PEGASE entre le point de présence de l'opérateur sur le Corum et l'Office du Tourisme de Montpellier.

La longueur de la liaison représente un linéaire, d'environ 500 mètres, et sera défini précisément lors de la phase de réception et servira de base au calcul de la redevance.

Les infrastructures optiques déployées par la Ville et mises à disposition de l'opérateur sont définies dans l'annexe n°1 à la présente.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n°2 à la présente.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison des fibres optiques de la Ville mises à disposition dans le cadre de la présente.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION

Il est entendu entre les parties que la Ville n'a signé la présente convention qu'en raison de la qualité de l'opérateur, et notamment au regard de l'autorisation ministérielle visée en préambule qui lui a été accordée.

L'opérateur s'interdit de sous-concéder ou sous-louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises mis à sa disposition, sauf autorisation préalable expresse de la Ville.

Toutefois, l'opérateur est d'ores et déjà autorisé à sous-concéder ou sous louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises objet de la présente convention, au profit de toutes les sociétés filiales et de la maison mère de MIT.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

6.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

Il doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

6.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE

L'opérateur s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver le bon état des fibres optiques existantes, implantées sur le domaine public. Il prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux

de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. Il se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

6.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPERATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

6.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définis en annexe n°1.

6.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les liaisons à l'opérateur à la date définie en annexe n°1 comme la "**date de mise à disposition**". Cette date est la date à laquelle l'opérateur aura pu prononcer la réception de la liaison, levée de toute réserves majeures dans les conditions définies à l'article 6.4.2 ci-après.

6.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville. Elle se déroulera comme suit:

La Ville informera l'opérateur par lettre ou télécopie du jour de la réception, huit (8) jours au moins avant la date prévue pour cette dernière. Lors des opérations de réception telles que définies en annexe n°3 et à l'issue des tests, les parties procèderont, aux points de livraison, à la signature du certificat de réception de la (des) liaison(s).

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

La levée desdites réserves par la Ville fera l'objet d'un courrier ou d'une télécopie adressé à l'opérateur; elle ne donnera pas lieu à une nouvelle réception des liaisons.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

En cas d'impossibilité pour l'opérateur de participer, au jour dit, aux opérations de réception, l'opérateur devra en aviser par écrit la Ville deux (2) jours avant la date de réception initiale.

La Ville proposera une nouvelle date de réception, pour laquelle l'opérateur s'engage à se rendre disponible.

ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

7.1 : EXPLOITATION

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

7.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront à sa disposition en application de la présente convention. Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, il procède sans délai à la remise en état des lieux.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant les liaisons, il en informera la Ville sans délai.

7.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir le service à ses propres clients, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et sur son câble à fibre optique dans un des trois points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention:

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques
- les services techniques de la Ville.

7.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique suivie d'une intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera mesurée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie il fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargé de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant, l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville sont les suivantes :

N° de téléphone : 04 67 34 71 17 / 04 67 34 70 33

Mel : eric.alabert@ville-montpellier.fr, alain.flottes@ville-montpellier.fr

Les coordonnées du prestataire seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques, celles-ci seront mises à jour par la Ville dès que nécessaire.

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, 365 jours par an.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement sauf si celui-ci est du à l'opérateur, dans ce cas il remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

7.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures.
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 7.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures

7.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4^{ème} dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale de la Ville en application des dispositions de l'article 9.2 ci-après.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur, entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

9.1: FRAIS D'ACCES

Le montant des frais d'accès au service est fixé 2 904 euro net toutes charges comprises; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la signature de la présente convention.

9.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSTION

9.2.1 Montant de la redevance

La société versera à la Ville, et par virement bancaire, une indemnité annuelle d'occupation.

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2 € nets /paire de fibres optiques base juin 2002 (deux euros nets toutes charges comprises par mètre linéaire et par paire base juin 2002).

il est calculé comme suit :

$$R = 2 \text{ €} \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètre linéaire.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

Les valeurs d et n seront celles fixées dans le procès-verbal de réception des équipements mis à disposition.

9.2.2 Paiement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de mise en recette, portant la référence comptable "MIT_OTRM" qui sera adressé à :

GROUPE MIT

SIEGE SOCIAL : 143 RUE EMILE JULIEN – 34070 MONTPELLIER

La première étant accompagnée d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante (60) jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 6.4.1,

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

9.2.3 Variation de la redevance

L'indemnité ci-dessus évolue au 1^{er} janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,6 \frac{S}{S_o} + 0,4 \frac{PsdT}{PsdTO}) \text{ dans laquelle :}$$

- **P** est le prix actualisé;
- **P_o** le prix de référence (valeur juin 2002);
- **S** est la dernière valeur connue au 1^{er} janvier de l'année considérée de l'indice général des salaires dans les industries mécaniques et électriques ICHTTS1
- **S_o** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 116,5;
- **PsdT** est la dernière valeur considérée de l'indice « produits et services du secteur industrie du téléphone »,
- **PsdTO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 121,8.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur devra justifier annuellement de ces attestations à la première demande de la Ville.

L'opérateur fera son affaire de tous les recours intentés contre la Ville par des tiers, ainsi que des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à l'opérateur fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à

l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant. Il doit notamment informer la Ville en cas de modifications éventuelles apportées à son autorisation au titre de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications telle que visée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 12 - CESSION DE LA CONVENTION

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans le consentement écrit et préalable de la Ville et sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

L'opérateur est toutefois d'ores et déjà autorisé par la Ville à céder ses droits et obligations résultant des présentes au profit de toutes sociétés filiales et de la société mère dès lors que ces sociétés sont également autorisées à exercer leur activité au lieu et place de l'opérateur, au titre d'une autorisation accordée au titre de l'article L. 33.1 du code des postes et télécommunications.

Cette cession fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée initiale de dix (10) ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1 ci-avant. Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord express des parties, l'opérateur informera la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

ARTICLE 14 - RESILIATION

14.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

14.1.1: Dans l'intérêt général

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

14.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

14.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.1, l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.2 l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par le maire de la Ville, dûment habilité par le Conseil municipal. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 14.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

14.1.5 Dépose des équipements de l'opérateur

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation sauf accord contraire.

14.2 : A L'INITIATIVE DE L'OPERATEUR

14.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas l'opérateur abandonnera à titre d'indemnités le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition

Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition

Annexe n°3 : Procédure de réception

Fait à Montpellier le

En trois exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'opérateur



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A MIT
LIAISON OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER**

ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION

1° Description géographique des liaisons mises à disposition de l'opérateur par la Ville :

La liaison est composée d'une paire de fibre optique du réseau de la Ville PEGASE sur une distance estimée à 500 m.

2° Points de livraison de la liaison :

Point de livraison n°1 : office du tourisme de Montpellier.

Point de livraison n°2 : chambre Corum.

3° Date de mise à disposition des liaisons :

Deux mois à compter de la signature de la convention.



RÉSEAU HAUTS-DEBITS
MONTPELLIER

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A MIT
LIAISON OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER**

ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES

SPECIFICATION TECHNIQUE

DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

Paramètre	Valeur
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ($= 0.69 \text{ GN/m}^2$) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A MIT
LIAISON OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER**

ANNEXE N°3 : PROCEDURE DE RECETTE OPTIQUE

CAHIER DES CHARGES
POUR LES
RECETTES OPTIQUES 2001-2002

(ANNEXES TECHNIQUES)

EXTRAITS

1 – INTRODUCTION ET GENERALITES

Le présent document décrit les caractéristiques techniques nécessaires à la validation de tronçons optiques. Il définit les essais optiques à effectuer et les documents à fournir lors de la recette d'un segment ou d'un tronçon.

Le segment, ou arc optique, est défini comme un ensemble de fibres pouvant relier deux équipements optoélectroniques tels que transmetteurs ou amplificateurs optiques. Un tronçon est une partie de segment.

Ce document s'applique aux recettes de raccordement de câbles, ainsi qu'aux recettes d'activation de fibres sur des câbles dont le raccordement a déjà été validé.

LE PRESTATAIRE S'ASSURERA DU RESPECT DES CONSIGNES DE SECURITE DU MILIEU DANS LEQUEL IL INTERVIENT, AINSI QUE DU RESPECT DES AUTORISATIONS D'EMPRUNT DES EMPRISES FERROVIAIRES OU APPARTENANT A D'AUTRES OPERATEURS.

POUR UNE RECETTE DE RACCORDEMENT, LE PRESTATAIRE DEVRA OBTENIR DE L'ENTREPRISE DE RACCORDEMENT, LA PRESENTATION, AU MOMENT DE LA RECETTE, DU DOSSIER TECHNIQUE DU RACCORDEMENT (UN EXEMPLAIRE PAPIER), INCLUANT LE CAHIER DE MESURE.

Cet exemplaire du dossier technique sera ensuite transmis à la Ville avec le cahier de recette.

Les appareils de mesures utilisés devront avoir fait l'objet d'un étalonnage et être munis d'un certificat et d'un étiquetage d'étalonnage en cours de validité.

2 – CONTROLES

2.1 – CONTROLES VISUELS

Le respect des conditions techniques du raccordement sera contrôlé aux deux extrémités du segment, en particulier quant au bon positionnement des câbles et des connecteurs d'extrémité, ainsi qu'à leur repérage.

Le contrôle visuel permettra également de vérifier :

- la conformité aux règles de l'art pour le positionnement et le lovage des jarretières,
- le respect des règles de repérage des têtes de câbles et des câbles,
- la conformité aux documents Ville (selon le cas : schémas de baies, plan de câblage, synoptique de liaison).

- en présence d'équipements optiques non précédemment recettés (tels que tête de câble, tiroir d'épissurage...), que le raccordement de ces équipements est fait selon les spécifications techniques du fabricant ou celles de la Ville (pour le lovage des fibres, le positionnement des manchons de soudures...).

Dans le cas de fibres non connectorisées, un test de continuité sera effectué, principalement dans le but de contrôler qu'il n'y a pas de croisement de fibres. Une source visible ou tout autre méthode pourront être utilisées.

Lors d'une recette de raccordement, l'inspection visuelle portera aussi sur le marquage du câble (fabricant, année de fabrication, type de fibre s'il y a lieu...).

À la requête de la Ville, le PRESTATAIRE pourra demander à l'entreprise de raccordement l'ouverture d'une ou plusieurs boîtes de jonction. Le PRESTATAIRE effectuera alors un contrôle visuel de la conformité du raccordement. L'entreprise de raccordement assurera la fermeture des boîtes de jonction, puis le contrôle de leur étanchéité.

2.2 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

**ELLES SERONT EFFECTUEES DANS LES 2 SENS DE PROPAGATION,
AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.**

Leur but est de caractériser l'atténuation linéique de la fibre, l'atténuation des connecteurs et des épissures ainsi que leurs réflexions, et de contrôler l'absence de défauts atténuant et de contraintes sur la fibre.

Les paramètres d'acquisition seront choisis de façon à obtenir une résolution verticale suffisante pour que toutes les épissures soient lisibles. Les courbes devront être exploitables jusqu'à leur extrémité éloignée, de façon à permettre la mesure de l'atténuation linéique et la détection d'inhomogénéité éventuelles sur la dernière longueur (après la dernière épissure). L'indice de réfraction à prendre en compte pour paramétrer le réflectomètre est celui indiqué par le fabricant de la fibre, ou à défaut : 1,47 à 1550 nm et à 1310 nm.

La fiche d'un connecteur en fin de segment devra être mesurée en étant connectée à une bobine de référence, de façon à obtenir des valeurs d'atténuation et de réflexion dans chaque sens de propagation.

Par bobine de référence, on entend une bobine de fibre équipée aux extrémités avec des fiches de connecteur dites de référence, c'est à dire dont la fibre présente une très faible excentration qui est mesurée et garantie par l'entreprise assurant le montage des fibres-amorces.

La longueur de cette bobine devra être suffisante pour caractériser le connecteur, y compris s'il présente un pic de réflexion.

2.3 – MESURES PHOTOMETRIQUES

LA MESURE DE L'ATTENUATION GLOBALE DU SEGMENT SERA EFFECTUEE DANS LES DEUX SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.

La procédure de mesure sera la méthode d'insertion, et utilisera deux jarretières équipées de connecteurs de référence (à faible excentration), qui seront connectées entre elles pour déterminer le niveau de référence (niveau 0 dB).

Dans le cas de connecteurs différents aux deux extrémités du segment, le niveau de référence sera pris avec un raccord hybride ou à défaut, en faisant une moyenne entre deux jeux de jarretières.

Les mesures photométriques ne seront pas réalisées sur des fibres qui ne sont pas connectorisées aux deux extrémités.

3 – PRESENTATION DES RESULTATS

3.1 – CAHIER DE RECETTE

Les résultats seront regroupés dans un cahier de recette.

Il inclura entre autres les tableaux de valeurs, le résultat du contrôle visuel, un récapitulatif des réserves éventuelles, ainsi que les traces réflectométriques à 1550 nm dans les deux sens.

Une version sera fournie sur support informatique (disquette ou cédérom) qui comprendra notamment toutes les traces réflectométriques (soit les traces dans les deux sens à 1310 nm et 1550 nm).

La première page de couverture indiquera entre autres, de façon bien visible :

- "Cahier de recette optique",
- le nom de l'opération,
- le numéro du code opération VILLE ("Code Opéra"), ainsi que le numéro de RRE RO,
- le nom de l'entreprise PRESTATAIRE.

Le cahier de recette mentionnera également s'il s'agit d'une recette d'activation de fibres ou de raccordement.

Dans ce dernier cas, le nom de l'entreprise ayant effectué le raccordement sera aussi mentionné.

De même, le type de soudeuse et le programme de soudage utilisés pour le raccordement seront reportés dans le cahier de recette, lorsque ces informations sont présentes dans le dossier technique de l'entreprise de raccordement.

Les réserves éventuellement relevées seront présentées dans un paragraphe dédié.

3.2 – CONTROLES VISUELS

Les différents points vérifiés seront indiqués, avec leur niveau de conformité et les éventuelles anomalies relevées.

Dans le cas d'une recette de raccordement, les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, validés ou annotés, seront reproduits.
Les indications portées sur le marquage du câble seront également retranscrites.

Dans le cas d'une recette d'activation de fibre, le synoptique de liaison VILLE, validé ou annoté, sera reproduit.

Dans le cas de fibres non connectorisées, le résultat des tests de continuité sera indiqué.

3.3 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

<p>POUR L'UNIFORMITE DE L'ATTENUATION, IL SERA INDIQUE SI L'ATTENUATION PRESENTE OU NON DES POINTS DE DISCONTINUITE.</p>

La valeur dans chaque sens de propagation ainsi que la valeur des deux sens moyennés seront présentés en tableaux, ceci pour :

- l'atténuation des connecteurs et des épissures, à 1310 et 1550 nm,
- le taux de réflexion des connecteurs à 1550 nm,
- l'atténuation linéique du segment hors connecteurs, à 1550 nm.

(Voir le récapitulatif au § 3.5).

Si le segment comporte des connecteurs en ligne, l'atténuation linéique à 1550 nm est à présenter pour chaque tronçon entre ces composants.

Pour les connecteurs et les épissures, un tableau présentera la différence d'atténuation entre les deux longueurs d'onde (valeur à 1310 nm moins valeur à 1550 nm).

Le tableau des épissures à 1550 nm fera apparaître la moyenne des épissures pour chaque fibre, ainsi que la moyenne générale, avec trois chiffres après la virgule.
Pour l'atténuation d'une épissure, si la valeur des deux sens moyennés est négative, elle sera comptée à zéro pour le calcul des moyennes par fibre et générale. (Elle pourra rester notée négative dans la colonne des deux sens moyennés).
Pour l'atténuation linéique, la valeur des deux sens moyennés sera donnée avec trois chiffres après la virgule.
Le type du connecteur mesuré sera rappelé en tête du tableau correspondant.

Dans le cas de fibres non connectées aux deux extrémités, les tableaux feront apparaître l'atténuation réflectométrique globale pour chaque longueur d'onde (deux sens et deux sens moyennés).

3.4 – MESURES PHOTOMETRIQUES

Les tableaux présenteront les valeurs de l'atténuation dans chaque sens de propagation, ainsi que la valeur des deux sens moyennés.

L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE, FOURNIE PAR VILLE OU CALCULEE AVEC LA FORMULE DU § 4.2, SERA RAPPELEE EN TETE DES TABLEAUX CORRESPONDANTS.

3.5 – RECAPITULATIF

Pour le cas général, les valeurs cochées suivantes sont à présenter en tableau :

	Deux sens et deux sens moyennés à 1550 nm	Deux sens et deux sens moyennés à 1310 nm	Différence des deux sens moyennés entre 1310 et 1550 nm
Épissures	X	X	X
Connecteurs	X	X	X
Réflexions	X		
Atténuation linéique	X		
Atténuation photométrique	X	X	

Pour les fibres non connectées aux deux extrémités, l'atténuation photométrique n'est pas à réaliser mais l'atténuation réflectométrique globale du segment est à présenter en tableau pour chaque longueur d'onde.

4 – SEUILS DES RESERVES

4.1 – SEUILS DES RESERVES POUR LES PARAMETRES MESURES

Les points suivants donnent lieu à des réserves :

4.1.1 – Inspection visuelle

- Toute non-conformité relevée lors des contrôles visuels.

4.1.2 - Épissures

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale à : 0,20 dB
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.3 – Connecteurs

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET DE DEUX EPISSURES, Y COMPRIS S'IL S'AGIT D'UN CONNECTEUR D'EXTREMITÉ OU D'UN CONNECTEUR DE JARRETIERE.

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale aux valeurs suivantes, pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
Atténuation	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

- Taux de réflexion à 1550 nm supérieur ou égal aux valeurs suivantes :

Connecteur	SC/APC	FC, ST, SC/PC	EC	VFO
Taux de réflexion	- 50 dB	- 30 dB	- 45 dB	- 30 dB

4.1.4 - Contraintes sur la fibre

Pour un connecteur ou une épissure :

- Atténuation à 1550 nm supérieure à l'atténuation à 1310 nm, de 0,10 dB ou plus.

4.1.5 - Uniformité de l'atténuation

- Discontinuité supérieure ou égale à 0,10 dB à 1550 nm.
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.6 - Atténuation linéique

- Pas de seuil donnant lieu à réserve.

4.1.7 - Atténuation globale

- Atténuation à 1550 nm, dans l'une ou l'autre des directions de propagation, supérieure ou égale au maximum théorique A_{Maxi} qui sera fourni par VILLE et qui peut être calculé avec la formule décrite au § 4.2.
- Pas de seuil donnant lieu à réserve pour l'atténuation à 1310 nm.

4.2 - CALCUL DE L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE D'UN SEGMENT

L'atténuation maximale d'un segment peut être exprimée par la formule suivante :

$$A_{\text{Maxi}} = (\alpha_{\text{FO}} \times L_{\text{FO}} + \alpha_{\text{ép}} \times N_{\text{ép}} + \alpha_{\text{cn}} \times N_{\text{cn}}) \times C - \alpha_{\text{rf}}$$

Dans laquelle :

- A_{Maxi} en dB est l'atténuation du segment, hors équipements optoélectroniques.
- α_{FO} en dB/km est l'atténuation linéique de la fibre câblée, sans les épissures.
- L_{FO} en km est la longueur de fibre du segment, mesurée par réflectométrie.
- $\alpha_{\text{ép}}$ en dB est l'atténuation d'une épissure.
- $N_{\text{ép}}$ est le nombre d'épissures sur le segment, sans celles des connecteurs.
- α_{cn} en dB est l'atténuation d'un connecteur, incluant ses épissures.
- N_{cn} est le nombre de connecteurs sur la liaison.
- C est un coefficient d'effet statistique.
- α_{rf} en dB est la correction du niveau de référence de la mesure photométrique.

Les valeurs numériques à 1550 nm, sont les suivantes :

4.2.1 - Atténuation de la fibre câblée α_{FO}

- 0,215 dB/km si le segment est inférieur à 20 km
- 0,205 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 20 km
- 0,200 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 80 km

**ON CONSIDERE QUE CES VALEURS S'APPLIQUENT A DES CABLES
FABRIQUES EN 2001.**

En fonction de l'écart entre cette date et la date de fabrication du câble, on compte une correction de l'atténuation, en plus (vers le passé) ou en moins (vers le futur), de :

0,004 dB/km par an

4.2.2 - Atténuation des épissures $\alpha_{\text{ép}}$

0,07 dB si leur nombre est inférieur à 10
0,05 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 10
0,04 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 20

4.2.3 - Nombre d'épissures $N_{ép}$

Les épissures des connecteurs seront comptées avec les connecteurs et ne sont donc pas prises en compte dans le nombre d'épissures.

4.2.4 - Atténuation des connecteurs α_{cn}

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET EVENTUELLEMENT DE DEUX EPISSURES.

De ce point de vue, on ne fait pas de différence entre les connecteurs de jarretières et les autres.

Une distinction est faite entre les différents types de connecteurs.
Pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
α_{cn}	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 4 (tous types confondus), enlever 0,15 dB par connecteur.

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 8 (tous types confondus), enlever 0,20 dB par connecteur.

4.2.5 - Nombre de connecteurs N_{cn}

ON NE PREND PAS EN COMPTE LES JARRETIERES EN TANT QUE TELLES DANS LA FORMULE. ON COMPTABILISE SIMPLEMENT LES CONNECTEURS QUI LES CONSTITUENT.

Les connexions d'extrémité sont comptées comme des connexions entières et non pas comme des demi-connexions.

4.2.7 – Coefficient d'effet statistique C

$C = 0,98$ si on a à la fois $L_{FO} \geq 20$ km et $N_{cn} \geq 3$

$C = 1$ dans les autres cas.

4.2.8 – Correction du niveau de référence photométrique α_{rf}

Selon le type de connecteur d'extrémité, pour tenir compte du connecteur utilisé pour la prise du niveau de référence lors de la mesure photométrique (niveau 0 dB), on considère les valeurs α_{rf} suivantes :

Connect. d'extrémité	SC	FC, ST	EC	VFO
α_{rf}	0,25 dB	0,30 dB	0,45 dB	0,55 dB

En cas de connecteurs différents aux extrémités, on retiendra la plus forte valeur entre les deux connecteurs concernés si la référence a été prise avec un raccord hybride. On retiendra la moyenne des deux valeurs si la référence a été prise en faisant la moyenne entre deux jeux de jarretières.

Pour une mesure de l'atténuation au réflectomètre, (cas des fibres non connectorisées), α_{rr} = 0.

5 – CONFIGURATION APRES ESSAIS

La liaison optique doit être mise à disposition de l'exploitation dans la configuration suivante :

- L'ensemble des connecteurs ayant subi une manœuvre lors de la recette seront nettoyés selon les procédures en vigueur dans la profession et remis en place.
- Les éventuelles anomalies de repérage sur les étiquettes seront signalées.

ANNEXE 4

Contenu du cahier de recette

Le PRESTATAIRE s'engage à fournir à VILLE les documents suivants :

- Les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, dans le cas d'une recette de raccordement, validés ou annotés (support papier).
 - Le synoptique de liaison VILLE, dans le cas d'une recette d'activation de fibres, validé ou annoté (support papier).
 - Les diverses informations demandées aux § 3.1 et 3.2 de l'annexe 1 (supports papier et informatique).
 - Les analyses et tableaux de synthèse des mesures réflectométriques et photométriques, tels que décrits aux § 3.3 et 3.4 de l'annexe 1, (supports papier et informatique).
 - Les traces réflectométriques, aux deux longueurs d'onde pour le support informatique et à 1550 nm pour le support papier, telles que décrites aux § 3.1 et 3.3 de l'annexe 1.
-

Direction de la Culture et du Patrimoine
**Institution d'une régie d'avances et de recettes pour le
cinéma Nestor Burma**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour assurer le bon fonctionnement du Cinéma Municipal Nestor Burma, il convient de créer une régie de dépenses et de recettes,

Décide en conséquence :

Article 1 :

Il est institué une régie d'avances et de recettes « prolongée » pour le Cinéma Nestor Burma auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Article 2 : La régie est installée dans les locaux du cinéma situé place Pierre-Renaudel - 34000 Montpellier.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- Les ventes au guichet des places de cinéma,
- L'abonnement des dispositifs scolaires (écoles, collèges et lycées).

Article 4 :

Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèque bancaire,
- Carte bancaire,
- Virement.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de billets et/ou factures.

Article 5 :

Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 3 mois pour procéder à l'encaissement des recettes désignées à l'article 3, et uniquement celles concernant les dispositifs scolaires.

Article 6 : Un fond de caisse d'un montant de 500 € est mis à disposition du régisseur.

Article 7 :

La régie paie les dépenses suivantes :

- Menues dépenses de fonctionnement,
- Achat de petit matériel,
- Frais d'entretien, de réparation urgente,
- Frais de réception,
- Frais de déplacement, logement et restauration d'invités.

Article 8 :

Les dépenses désignées à l'article 6 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques.

Article 9 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur à qualité auprès du Trésor Public.
Ce compte

- Permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3,
- Reçoit l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 7.

Article 10 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 11 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 15 000 €.

Article 12 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 2 500 €.

Article 13 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 11 et au minimum une fois par mois.

Article 14 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses et de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

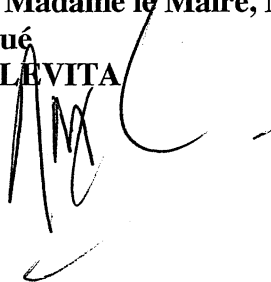
Article 15 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 16 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 17 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 03/02/2011

Notifiée le :

**Direction des Ressources Humaines - Service
Prévention
Institution d'une régie d'avances**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que la Commission Sociale du personnel est habilitée à accorder des aides urgentes aux agents en difficultés suite à la demande d'un assistant social du personnel, il convient de créer une régie de dépenses,

Décide en conséquence :

Article 1 : La régie instituée auprès de la Direction des Ressources Humaines, Service Prévention, permet le paiement des dépenses suivantes :

- Prêts au personnel,
- Aides sociales (paiement de factures,...),
- Achat de tickets restaurants à la régie des chèques déjeuners de la Ville de Montpellier.

Article 2 : Cette régie est installée dans les locaux de l'Hôtel de Ville à Montpellier (34000).

Article 3 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 4 000 €.

Article 4 : Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèque bancaire.

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Article 6 : Le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 7 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 8 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 03/02/2011

Notifiée le :

**Agence Immobilière à Vocation Sociale
Institution d'une régie de recettes**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision n°2010/453 du 26/10/10 attribuant, à l'Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS), le marché pour la gestion de mandats de location adaptée pour divers locaux du domaine privé de la Ville de Montpellier,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

qu'un marché de gestion locative « adaptée » a été attribué à l'AIVS pour l'encaissement de loyers résultant de la location de divers locaux du domaine privé de la Ville de Montpellier,

Décide en conséquence :

Article 1 : Il est institué une régie de recettes pour l'encaissement des loyers pour divers locaux du domaine privé de la Ville de Montpellier.

Article 2 : Cette régie est installée au siège de l'AIVS, 3 Bld Renouvier à Montpellier (34000).

Article 3 : La régie encaisse les produits suivants:

- Loyers,
- Cautions.

Article 4 : Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de quittances.

Article 5 : Un fond de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.

Article 6 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Article 7 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 700 €.

Article 9 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8 et au minimum une fois par mois.

Article 10 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max DEVITA

Publiée le : 03/02/2011

Notifiée le :



**"Le dernier Rivage", exposition de Marc
Desgrandchamps au Carré Sainte Anne du 15 avril au
19 juin 2011
Convention de commissariat d'exposition**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°39/2009 du 31 mars 2009, donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué

Considérant :

- Que le comité artistique pour le Carré Sainte Anne, coordonné par Numa Hambursin et la Direction de la Culture et du Patrimoine, a retenu l'exposition de Marc DESGRANDCHAMPS pour être présentée du 15 avril au 19 juin 2011 ;
- Qu'il convient d'organiser le commissariat de cette exposition ainsi que la co-écriture et le suivi de la réalisation du catalogue de l'exposition ;
- Que, conformément à l'article 35-II-8 du Code des Marchés publics, la Ville souhaite confier cette mission à Monsieur Richard LEYDIER : critique d'art de haut-vol, la renommée internationale de ce spécialiste de la peinture française contemporaine et, entre autres artistes, du peintre Marc Desgrandchamps, lui confère une capacité tout à fait singulière de mobilisation d'une dizaine de prêteurs d'œuvres de ce dernier (neuf collectionneurs privés, la galerie attitrée de l'artiste et le Centre National d'Art Moderne Georges Pompidou) pour concevoir une exposition unique en son genre au Carré Sainte Anne de Montpellier.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention de commissariat d'exposition jointe en annexe ;
- De confier cette mission à Monsieur Richard LEYDIER, pour un montant de 4 000 € TTC d'honoraires et 1000 € de frais de déplacement, d'hébergement et de restauration (montant forfaitaire) ;
- D'imputer la dépense sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25/02/2011
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: mission d'attaché de presse pour l'exposition
photographique Aires de jeu et champs de désastre:
figures de la photographie urbaine en Europe après
1970**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 en date du 31 mars 2009, donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- qu'il y a lieu d'organiser les relations avec la presse dans le cadre de l'exposition photographique *Aires de jeu et champs de désastre : figures de la photographie urbaine en Europe après 1970*
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 8 décembre 2010, Catherine Philippot – Relations Media a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à Catherine Philippot – Relations Media, 248 boulevard Raspail, 75014 Paris, pour un montant de 12 720 € HT
- D'autoriser Mme le Maire ou M. l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs, notamment, à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923.

Montpellier, le 08/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 09/02/2011

Notifiée le :

Ville de
Montpellier



Direction Energie Moyens
Techniques
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011 / 0040

**Marché passé selon une procédure adaptée pour
l'achat d'une imprimante/copieur noir et blanc de
production, d'une solution logicielle de gestion de
soumission de travaux, avec contrat de maintenance
associé**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'une imprimante/copieur noir et blanc de production, d'une solution logicielle de gestion de soumission de travaux, avec contrat de maintenance associé pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°0M876), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 17/11/2010, la société OCE France SA, 93882 NOISY LE GRAND Cedex, a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société OCE France SA,
 - * pour un montant d'acquisition (machine + logiciel) de 29 900 € HT.
 - * pour la maintenance préventive et curative de la machine incluant tous les consommables à l'exclusion du papier, pour une durée de 5 ans à compter de la mise en ordre de marche. Cette maintenance est calculée sur la base d'un coût initial révisable annuellement de 4,05 € HT les mille impressions réalisées.
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville nature 6156 - 2188, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 01/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 02/02/2011

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: Réalisation, suivi et évaluation d'une série de
manifestations artistiques dans l'espace public: ZAT!
2011**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

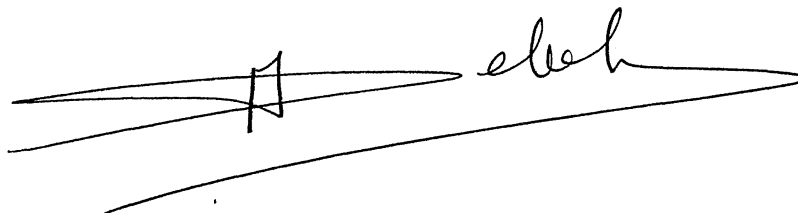
- Qu'il y a lieu d'organiser la réalisation, le suivi et l'évaluation d'une série de manifestations artistiques dans l'espace public (ZAT !) au cours de l'année 2011
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des marchés publics, en date du 16 décembre 2010 ;
- Monsieur Pascal LE BRUN CORDIER a présenté l'offre la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à Monsieur Pascal Le Brun Cordier, 53 rue Piat, 75020 PARIS, pour un montant de 82 703.20 € H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué



Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 09/02/2011

Notifiée le :

Démolition du gymnase et de la
salle de boxe Paul Roccca
Autorisation de signer l'avenant n° 1
avec l'entreprise GENIER DEFORGE

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/35 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que l'entreprise GENIER DEFORGE titulaire du marché pour la démolition du gymnase et la salle de boxe Paul Rocca notifié le 29 septembre 2010 pour un montant total de 48 062,00 euros H.T. (Quarante huit mille soixante deux euros H.T.)
- Qu'il a été constaté lors de phase de curage des fondations, la présence de voile de fondations d'une hauteur de trois mètres et d'une largeur moyenne de soixante centimètres (bétonnées et ferraillées). Ce survolume de démolition et d'évacuation de ces fondations ne pouvant être prévisible, il a été convenu, pour palier ce problème, de démolir au brise roche et d'évacuer l'ensemble. Cette mise en œuvre conforme aux règles de l'art, est nécessaire pour garantir un terrain nu de vestige de fondation dans un but d'aménagement futur.

Entreprise Titulaire	Montant initial du Marché en Euros H.T.	Montant de l'avenant N° 1	Nouveau Montant du Marché en Euros H.T.	Pourcentage : Montant Avenant / Montant initial
GENIER DEFORGE	48 062,00	3 964,00	52 026,00	8,25 %

Décide en conséquence :

- D'établir l'avenant de plus value au marché à l'entreprise GENIER DEFORGE – sis 33-35 rue d'Athènes ZI BP 2039 13845 Vitrolles Cedex 9 pour un montant de 3 964 euros H.T. (trois mille neuf cent soixante quatre euros H.T.)
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant de plus value avec l'entreprise GENIER DEFORGE et plus généralement tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 10/2/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué

Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 11/2/2011

Notifiée le :

Contentieux
Ville c/ Monsieur John JOYCE
Recours contre la décision du 28 septembre 2010
refusant sa participation aux Hivernales 2010



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

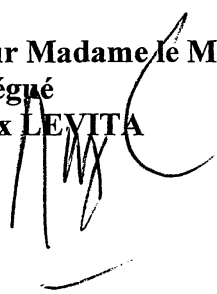
- Que Monsieur John JOYCE a introduit un recours n°1100188-5 pour faire annuler la décision du 28 septembre 2010 rejetant sa candidature pour la participation aux Hivernales 2010 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 07/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 08/02/2011
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée**

**Formations "Gestes et postures" pour les Services
Voirie, Parc Auto, Protocole et Moyens Généraux**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-130 du 30 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Fleurence, adjoint délégué.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la formation « Gestes et postures » pour les services Voirie, Parc Auto, Protocole et Moyens Généraux;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 30 décembre 2009;
- L'entreprise AFT-IFTIM a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise AFT-IFTIM pour un montant de 6480 € HT (coût unitaire : 720 € HT);
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment, à la préparation, l'exécution et le règlement de marché;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget du Service Formation et Compétences de la Ville (Nature : 6184 – Fonction : 9200 200).

Montpellier, le 02/02/2011
Pour Madame le Maire,
Monsieur le Premier Adjoint délégué,

Serge FLEURENCE.

Direction de L'Action Territoriale
Modification des régies d'avances et de recettes pour
l'activité des Maisons Pour Tous

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision n°2010/0549 du 29/12/2010, relative à la création de régies d'avances et de recettes pour les Maisons Pour Tous,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour assurer le bon fonctionnement des Maisons Pour Tous, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création des régies de dépenses et de recettes,

Décide en conséquence :

Article 1 : Des modifications sont apportées à la Décision n°2010/0549 du 29/12/2010, relative à la création des régies d'avances et de recettes pour les Maisons Pour Tous.

Ces modifications concernent l'annulation de la création de la régie MPT F.Guillermes, la qualification des régies en régies « prolongées » et la création de fonds de caisse.

Article 2 : La Maison Pour Tous F. GUILLERME étant rattachée à la Maison Pour Tous Paul Emile VICTOR, il n'y a pas lieu d'avoir 2 régies. Il convient donc de clôturer la régie d'avances et de recettes de la Maison Pour Tous F. GUILLERME.

Article 3 : Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 6 mois pour procéder à l'encaissement des recettes désignées dans l'acte de création des régies des Maisons Pour Tous.

Article 4 : Un fond de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.

Article 5 : Les autres dispositions susvisées restent inchangées.

Article 6: Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué



Max LEVITA

Publiée le : 09/02/2011

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: Cinéma Nestor Burma**
**Acquisition d'un système de billetterie informatisée et
contrat de maintenance du service billetterie**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le Cinéma Nestor Burma, dont l'ouverture est prévue en février 2011, doit se doter d'un système de billetterie informatisé et agréé par le Centre National de la Cinématographie ;
- Qu'il convient également d'assurer la maintenance de ce système de billetterie ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 22 décembre 2010, la société TIXOS a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise TIXOS, impasse de l'Embellie, 13780 Cuges les Pins, pour un montant de 3 720 € H.T. pour la fourniture du matériel nécessaire ;
- D'approuver le contrat de maintenance proposé par la société TIXOS, pour un montant de 756 € H.T. par an, avec engagement de 3 ans minimum ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué



Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 08/02/2011
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour une mission géotechnique dans le cadre
de la construction du groupe scolaire les Grisettes.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de réaliser des études géotechniques en vue de la construction du groupe scolaire les Grisettes situé dans le quartier Croix d'Argent ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 9 décembre 2010, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise FONDASOL sise 4, rue Maryse Bastié – ZI de la Lauze à Saint Jean de Védas (34) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 0 M 1139 précité à l'entreprise FONDASOL pour un montant total de 6 718,00 € H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2011 de la Ville
Section : Investissement - Programme : 10173 Opération : 04D00203 Fonction : 90211 Nature : 2313
- D'autoriser Madame le Maire ou L'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 07/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 08/02/2011

Notifiée le :

**Direction de L'Action Territoriale - Service des
Maisons Pour Tous**
**Modification de la régie d'avances et de recettes
pour le Théâtre Jean Vilar**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision n°2010/0550 du 29/12/2010, relative à la création de la régie d'avances et de recettes pour le Théâtre Jean Vilar,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

Que pour assurer le bon fonctionnement du Théâtre Jean Vilar, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie de dépenses et de recettes,

Décide en conséquence :

Article 1 : Des modifications sont apportées à la Décision n°2010/0550 du 29/12/2010, relative à la création de la régie d'avances et de recettes du Théâtre Jean Vilar. Ces modifications concernent l'élargissement des recettes encaissées et de leurs modes de recouvrement, la qualification de la régie en régie « prolongée », la création d'un fonds de caisse, et l'élargissement des dépenses payées.

Article 2 : La régie encaisse les produits suivants :

- Les recettes des spectacles présentés au Théâtre Jean Vilar,
- Les recettes issues de la location du Théâtre,
- Les recettes des stages et cours de théâtre.

Article 3 : Les recettes désignées à l'Article 2 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèque,
- Carte bancaire,
- Virement.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de billets et/ou factures.

Article 4 : Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 3 mois pour procéder à l'encaissement des recettes désignées à l'article 2, et uniquement celles concernant l'accueil de groupes scolaires.

Article 5 : Un fond de caisse d'un montant de 300 € est mis à disposition du régisseur.

Article 6 : En plus des dépenses autorisées dans l'acte de création de la régie, la régie paie les dépenses suivantes :

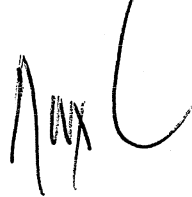
- Dépense de défraiements des artistes pour leurs repas.

Article 7 : Les autres dispositions susvisées restent inchangées.

Article 8: Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué



Max LEVITA

Publiée le : 09/02/2011
Notifiée le :



Printemps des poètes 2011
Contrats de cession du droit d'exploitation des
spectacles présentés du 7 au 13 mars 2011

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise la treizième édition du Printemps des Poètes, du 7 au 13 mars 2011, à la Maison de la Poésie et à la Salle Saint Ravy ;
- Que le choix des spectacles a été notamment fait en fonction de ces deux lieux : lectures et déclamations à la Maison de la Poésie, spectacles aux formes plus élaborées à la salle saint Ravy; la programmation a été établie conjointement avec l'association Maison de la Poésie, afin de présenter un large éventail de formes poétiques à l'occasion de cette manifestation;
- Qu'il convient d'acquérir les droits d'exploitation des spectacles retenus ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature des contrats de cession des droits d'exploitation des spectacles dont un modèle est joint en annexe, pour un montant global de 9 850.00 € TTC ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer les contrats de cession du droit d'exploitation des spectacles et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 11 /02/2011

Notifiée le :

« Printemps des poètes 2011 »
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle
N°01

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Juridiquement constituée en *association Loi de 1901* - Représentée par :

Assujettie à la TVA : ☐ OUI ☐ NON (cocher la bonne case)

Domiciliée :

34 - Montpellier - Téléphone :

E.mail :

N° SIRET : Code APE :

Ci-après désignée par le terme « LE PRODUCTEUR »,

D'une part,

ET

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 84 Fax : 04 67 34 88 90

N° SIRET : 213 401 72 20 0011 Code APE : 751 A

N° de Licence d'entreprise du spectacle 34.1138 - 34.1139 - 34.11.40

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant *ès-qualité* en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame Le Maire et modifiée par la délibération 2009 / 131 du 30 mars 2009, ci-après désignée par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'autre part,

PREAMBULE

Dans le cadre de la promotion de la poésie et du spectacle vivant, la Ville de Montpellier s'est donnée pour mission d'organiser une manifestation nommée « Le Printemps des Poètes ». Cette manifestation gratuite et accessible à tous.

A - LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du qui fait
l'objet des présentes et qu'il s'engage à fournir clef en main à l'ORGANISATEUR.

B - L'ORGANISATEUR mettra un espace de spectacle à la disposition du PRODUCTEUR selon les modalités et les conditions ci-après définies.

CECI EXPOSE, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat de représentation de spectacle, représentation du spectacle intitulé :

Le Lieu :

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

LE PRODUCTEUR déclare avoir été mandaté par les artistes participant au spectacle pour la prestation objet du présent contrat. En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations - charges sociales et fiscales comprises (Audiens, Assédic, URSSAF, Congés Spectacles, AFDAS, etc.) - de son personnel attaché au spectacle, suivant la législation française. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utiles, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

Le PRODUCTEUR déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques de l'espace de spectacle, il devra signaler à l'organisateur les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Si le spectacle comprend des décors, des costumes, meubles, accessoires et d'une manière générale, des éléments nécessaires à sa représentation, le PRODUCTEUR en assumera le transport (aller et retour) sous son entière responsabilité.

Si le producteur estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux dont dispose L'ORGANISATEUR il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance la mise en place et l'enlèvement.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir le lieu de représentation en ordre de marche et il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque représentation.

Il aura à sa charge les droits d'auteur, le cas échéant les droits voisins et en assurera le paiement.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR.

ARTICLE 4 – PRIX ET PAIEMENT

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession la somme TTC de € ().

L'ORGANISATEUR en effectuera le règlement par virement administratif

sur le compte n° [REDACTED]

ouvert à : [REDACTED]

Agence : [REDACTED]

Adresse : [REDACTED]

LE PRODUCTEUR adressera une facture du montant total TTC de la cession, après la manifestation, à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier 1, place Francis Ponge, 34064 Montpellier cedex 2.* Elle sera accompagnée du bon de commande préalablement transmis par L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 5 - MONTAGE – DÉMONTAGE

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu du spectacle à la disposition du PRODUCTEUR afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage, réglages à temps pour la représentation, selon un planning coordonné par la DCP. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par la DCP.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITE -ASSURANCES

LE PRODUCTEUR est responsable :

- Des dommages corporels ou matériels affectant son personnel ou des biens dont il a la propriété, la garde ou l'usage pendant les opérations de transport, de montage et de démontage.
Il renonce, ainsi que ses assureurs, à tout recours contre l'organisateur pour des dommages visés au présent paragraphe.
- Des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers et imputables à sa responsabilité.

Le producteur devra avoir souscrit les contrats d'assurances appropriés et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'organisateur.

L'ORGANISATEUR est responsable, selon les principes de droit commun, des dommages corporels, matériels et immatériels lui incombant du fait de l'exploitation du spectacle dans son lieu.

L'organisateur déclare avoir souscrit un contrat d'assurance Responsabilité garantissant ce risque.

ARTICLE 7 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 8 – ANNULATION DU CONTRAT

En cas de force majeure ou cas fortuit empêchant l'une des parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du présent contrat, celui-ci sera résolu de plein droit et sans formalité. Conformément à l'article 1148 du code civil, aucun dommage et intérêt ne sera versé à l'autre partie dans cette hypothèse. En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, LE PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause. En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et LE PRODUCTEUR. Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 9 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le2011

LE PRODUCTEUR*
L'association

Le / La président(e)

L'ORGANISATEUR*
La Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué

Michaël DELAFOSSE

** Faire précéder la signature de la mention "lu et approuvé"*



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée**

**Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition
scénographique des espaces et la création d' l'identité
visuelle du centre d'art la Panacée**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/39 en date du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué

Considérant :

- qu'il y a lieu de confier à un bureau d'étude spécialisé l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition scénographique des espaces et la création de l'identité visuelle du Centre d'Art « La Panacée »
- qu'à la suite d'une consultation en date du 21/12/2010 et conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, le bureau d'études « Le Scénoscope » a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la scénographie du Centre d'Art au bureau d'études « Le Scénoscope 71 rue Robespierre - 93100 MONTREUIL pour un montant total du marché de 65 800.00 Euros H.T. (soixante cinq mille huit cent Euros H.T.) sur une durée total du marché de 12 mois ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville de Montpellier – Direction Culture et Patrimoine : Programme : 10292 – Opération : 06D02694 – Fonction : 903 – Nature : 2313

Montpellier, le 10/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 11 / 02 / 2011
Notifiée le :



Marché passé selon une procédure adaptée
Mission de contrôle technique
Couverture de la trémie rue Bastion Ventadour
Avenant n°1

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/130 du 31 juillet 2009 donnant délégation à Monsieur Serge FLEURENCE Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par décision en date du 15 avril 2008, Madame le Maire a attribué le marché « Contrôle technique – Couverture de la trémie rue Bastion Ventadour » à l'entreprise QUALICONSLT pour un montant de 5 600 € H.T,
- Qu'il y a lieu de confier à QUALICONSLT une mission complémentaire afin de réaliser le contrôle technique des 6 ouvrages de soutènement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'aménagement du parvis de l'Hôtel Pullman pour un montant de 1 360 € H.T,
- Que l'avenant au marché initial représente une augmentation de 24,3 %, portant ainsi le marché initial à un montant de 6 360 € H.T,

Décide en conséquence :

- D'approuver la passation de l'avenant n°1 au marché n° M08BE01 intitulé «Contrôle technique – Couverture de la trémie rue Bastion Ventadour » pour un montant de 1 360,00 € HT avec l'entreprise QUALICONSLT représentée par Monsieur Laurent ABERT Parc Club du Millénaire Bât. 18 1025, rue Henri Becquerel 34000 MONTPELLIER,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant avec l'entreprise QUALICONSLT titulaire du marché initial,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville.

Nature.....2315 Fonction.....908221
Opération.....10250

Montpellier, le 04/03/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le : 07/03/2011
Notifiée le :





Marché passé selon une procédure adaptée
Mission de contrôle technique
Couverture de la trémie rue Bastion Ventadour
Avenant n°1

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/130 du 31 juillet 2009 donnant délégation à Monsieur Serge FLEURENCE Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par décision en date du 15 avril 2008, Madame le Maire a attribué le marché « Contrôle technique – Couverture de la trémie rue Bastion Ventadour » à l'entreprise QUALICONSLT pour un montant de 5 600 € H.T,
- Qu'il y a lieu de confier à QUALICONSLT une mission complémentaire afin de réaliser le contrôle technique des 6 ouvrages de soutènement nécessaires à la mise en œuvre du projet d'aménagement du parvis de l'Hôtel Pullman pour un montant de 1 360 € H.T,
- Que l'avenant au marché initial représente une augmentation de 24,3 %, portant ainsi le marché initial à un montant de 6 360 € H.T,

Décide en conséquence :

- D'approuver la passation de l'avenant n°1 au marché n° M08BE01 intitulé «Contrôle technique – Couverture de la trémie rue Bastion Ventadour » pour un montant de 1 360,00 € HT avec l'entreprise QUALICONSLT représentée par Monsieur Laurent ABERT Parc Club du Millénaire Bât. 18 1025, rue Henri Becquerel 34000 MONTPELLIER,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant avec l'entreprise QUALICONSLT titulaire du marché initial,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

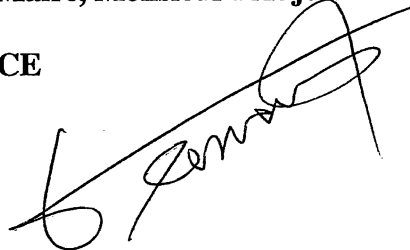
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville.

Nature.....2315 Fonction.....908221
Opération.....10250

Montpellier, le 04/03/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le : 07/03/2011
Notifiée le :

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Serge Fleurence', is written over the printed name 'Serge FLEURENCE'.

**Marché de travaux passé selon une procédure adaptée
pour la rénovation du vignoble du Mas Nouguier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/21 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, Adjoint Délégué ;
- Vu l'Article 28 dernier alinéa du Code des marchés publics ;

Considérant :

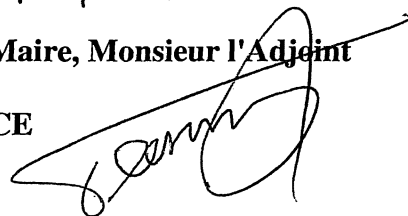
- qu'il y a lieu de procéder à la rénovation du vignoble du Mas Nouguier ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 15 décembre 2010, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, les entreprises suivantes ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville :
 - o Lot 1 : SARL RICHTER INTERNATIONAL, sise Domaine de Saint Clément 34980 Saint Clément de Rivière
 - o Lot 2 : EURL ETA NEGRE. Sise Mas du Lapin 314, chemin des Thermes 34170 Castelnau le Lez

Décide en conséquence :

- de confier le marché 0M1141 précité aux entreprises suivantes, pour un montant de :
 - o Lot 1 : SARL RICHTER INTERNATIONAL pour un montant de 27 986.90 € HT
 - o Lot 2 : EURL ETA NEGRE pour un montant de 144 948.47 € HT
- de dire que cette dépense sera imputée sur le Budget 2011 de la Ville, section fonctionnement 928 et section investissement 908
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 14/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE



Publiée le : 15/02/2011
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'approvisionnement en Gaz de Pétrole
Liquéfié automobile (GPL)**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

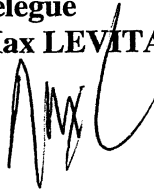
- Qu'il y a lieu de procéder à l'approvisionnement en Gaz de Pétrole Liquéfié automobile (GPL) pour les véhicules de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n° 1M6), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 11/01/2011, la société ENI FRANCE, 69321 LYON Cedex 05, a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société ENI FRANCE, pour un montant total de commandes inférieur à 4 000 € HT, pour une durée de un an à compter de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 60622, chapitre 920.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 15/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 16/02/2011

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: mission d'attaché de presse pour les
expositions organisées en 2011 au Carré Sainte Anne**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'organiser la promotion dans la presse des expositions présentées au cours de l'année 2011 au Carré Sainte Anne
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés publics , en date du 18 janvier 2011, l'entreprise Anne Samson Communications a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

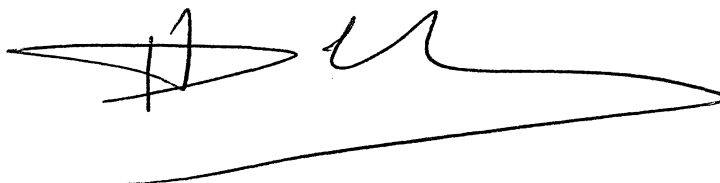
- D'attribuer le marché précité à l'entreprise Anne Samson Communications, 4 rue de Jarente, 75004 Paris, pour un montant de 27 991 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25/02/2011

Notifiée le :





Contentieux

**Ville c/ Syndicat des Copropriétaires de la Colline
d'Estanove et Monsieur BASTIDE
Appel contre le jugement du Tribunal Administratif
du 16 décembre 2010**



Décision d'ester

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le tribunal administratif a annulé la modification du Plan Local d'Urbanisme approuvée par délibération du 17 novembre 2008 en ce qu'elle inscrit un emplacement réservé C139, par jugement du 16 décembre 2010 (instance n°0900224-1) ;
- Que la Ville a décidé d'interjeter appel dans cette affaire et qu'il est nécessaire de défendre ses intérêts.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 15/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 16/02/2011
Notifiée le :



**Mandat d'infrastructures primaires de la ZAC Port
Marianne - Jardins de la Lironde
Attribution de travaux d'espaces verts, plantation,
arrosage à l'entreprise BRL**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/29 donnant délégation à Monsieur Philippe SAUREL, Adjoint au Maire ;
- Vu la délibération en date du 5 novembre 2001 donnant mandat à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine pour les études et la réalisation des infrastructures primaires de la ZAC PORT MARIANNE – Jardins de la Lironde ;

Considérant :

- Que dans le cadre d'un mandat confié par la Ville de Montpellier, la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine a organisé une consultation en procédure adaptée, après avis d'appel public à la concurrence publié au B.O.A.M.P. pour la réalisation de travaux d'espaces verts, plantation, arrosage dans le cadre de l'aménagement des infrastructures primaires de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde à Montpellier (34 - Hérault) ;
- Que conformément à l'article 28 du Code des marchés publics, après consultation d'entreprises spécialisées le 18 novembre 2010, l'entreprise BRL, sise immeuble Le Thalès – rue Albert Einstein, 34000 Montpellier, a présenté une offre économiquement avantageuse ;
- Qu'il est donc proposé de retenir l'offre de l'entreprise BRL pour un montant 89 531,23 € HT .

Décide en conséquence :

- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué ou Monsieur le Directeur Général de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que les sommes nécessaires à la réalisation des travaux sont inscrites au budget investissement de la Ville.

Montpellier, le

16/03/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 17/03/2011
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0060

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la maintenance des portails multi-sites
internet-intranet et l'intégration d'un moteur de
recherche sémantique**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour des prestations en vue de la maintenance corrective, adaptative, évolutive des portails multi-sites internet-intranet (lot1) et l'intégration d'un moteur de recherche sémantique (lot2);
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 21/12/2010;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Eolas, pour le lot 1 ainsi que la société Synomia, pour le lot 2, ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Eolas (lot1) pour un montant minimum de 25 000 € HT et un montant maximum de 84 000 € HT; à la société Synomia (lot2) pour un montant minimum de 2 000 € HT et un montant maximum de 10 000 € HT;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, chapitre 920.

Montpellier, le 22/02/11

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 23/02/2011
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la distribution de flyers à l'aide de
triporteur**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour assurer la distribution de flyers à l'aide de triporteur ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 02/12/2010;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Ca C fait.com a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Ca C fait.com pour un montant minimum de 5 000 € et un montant maximum de 21 250 € pour une période de 1 an à compter de la notification; avec possibilité de reconduction trois fois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitres 920, 923, 924, 925, 928 et 929.

Montpellier, le 25/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 28/02/2011
Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Juridique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0063

ASSURANCE
Police navigation de Plaisance
n°020868291022
Souscrite auprès de Groupama

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que les bateaux de plaisance sont assurés auprès de Groupama par polices navigation de plaisance, à échéance au 1^{er} juin ;
- Qu'il convient de garantir dans les mêmes conditions le bateau Nathalie II ;
- Qu'à cet effet, Groupama nous fait parvenir le contrat « *embruns, navigation de plaisance* » n°020868291022 à effet du 1^{er} janvier 2011 pour une cotisation annuelle de 151,79 € HT;
- Que le montant de la prime due pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 mai 2011 s'élève à 81,29€ TTC.

Décide en conséquence :

- d'adopter le contrat n°020868291022 pour une prime annuelle de 151,79 € HT ;
- de régler la prime de 81,29 € TTC afférente à la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 mai 2011 ;
- de prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au Budget nature fonction 616-920200.

Montpellier, le 18/02/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21/02/2011
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0064

Locaux associatifs - 1, rue Embouque d'Or
Permutation de locaux
Avenants
Ville de Montpellier / Union Féminine Civique et Sociale
Ville de Montpellier / Union des Combattants Européens

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/35 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué.

Considérant :

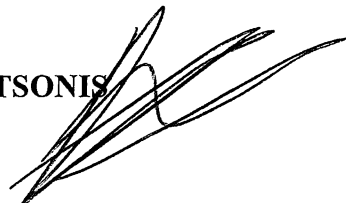
- que, par convention en date du 26 janvier 2008, la Ville de Montpellier a mis à la disposition de l'association « Union Féminine Civique et Sociale » un bureau de 10 m² situé à l'entresol du bien municipal sis 1 rue Embouque d'Or ;
- que, par lettre-convention en date du 15 mars 1995, la Ville de Montpellier a mis à la disposition de l'association « Union des Combattants pour une Europe Unie » nouvellement dénommée « Union des Combattants Européens » un bureau de 18 m² situé au 1^{er} étage du bien municipal sis 1 rue Embouque d'Or ;
- que, dans sa séance en date du 8 novembre 2010, la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) a donné un avis favorable à la demande de permutation des locaux sollicitée par ces associations.

Décide en conséquence :

- de passer l'avenant n° 1 avec l'association « Union Féminine Civique et Sociale » pour la mise à disposition d'un bureau de 18 m² situé au 1^{er} étage du bien municipal sis 1 rue Embouque d'Or ;
- de passer l'avenant n° 1 avec l'association « Union des Combattants Européens » pour la mise à disposition d'un bureau de 10 m² situé en entresol du bien municipal sis 1 rue Embouque d'Or ;
- que ces avenants sont consentis pour la période prenant effet le 15 décembre 2010 pour se terminer au 31 décembre 2011 ;
- que les autres clauses des conventions initiales restent inchangées ;
- que lesdits avenants seront annexés à la présente décision.

Montpellier, le 03/03/2011
Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué

Frédéric TSITSONIS



Publiée le : 04/03/2011
Notifiée le :

AVENANT N° 1

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son Maire Hélène MANDROUX dûment habilité
par décision du

d'autre part,

L'association « Union des Combattants pour une Europe Unie » dûment représenté
par son Président en exercice, Monsieur Jean LAFOND ci-après désigné le preneur.

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La Ville de Montpellier, propriétaire du bien sis 1 rue Embouque d'or – Hôtel Baschy du Cayla a mis à la disposition :

- de l'association « Union des Combattants pour une Europe Unie » nouvellement dénommée « Union des Combattants Européens », par lettre-convention en date du 15 mars 1995, un bureau de 18 m² situé au 1^{er} étage de ce bien ;
- de l'association « Union Féminine Civique et Sociale », par convention en date du 26 janvier 2008, un bureau de 10 m² situé à l'entresol de ce bien.

Ces deux associations ont sollicité, pour convenances personnelles, la permutation de leur local.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Par avenant à la convention initiale, la Ville de Montpellier met à la disposition de l'association « Union des Combattants Européens », le bureau de 10 m² situé à l'entresol de l'Hôtel Baschy du Cayla – 1 rue Embouque d'Or.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

.../...

Disposition concernant les lieux mis à disposition

Article 1 : Durée

La présente convention de location est consentie pour la période prenant effet le 15 décembre 2010 pour se terminer au 31 décembre 2011.

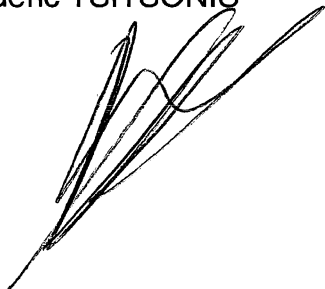
Le présent avenant ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Les autres articles restent inchangés.

Fait à Montpellier, le

Pour Madame Le MAIRE
L'Adjoint délégué,

Frédéric TSITSONIS



Le Président de l'Association

Jean LAFOND

Conditions acceptées
(cachet de l'association)



AVENANT N° 1

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son Maire Hélène MANDROUX dûment habilité
par décision du

d'autre part,

**L'association « Union Féminine Civique et Sociale » dûment représentée par sa
Présidente en exercice, Madame Marie-Claire VERNET** ci-après désigné le preneur.

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La Ville de Montpellier, propriétaire du bien sis 1 rue Embouque d'or – Hôtel Baschy du Cayla a mis à la disposition :

- de l'association « Union Féminine Civique et Sociale », par convention en date du 26 janvier 2008, un bureau de 10 m² situé à l'entresol de ce bien ;
- de l'association « Union des Combattants pour une Europe Unie » nouvellement dénommée « Union des Combattants Européens », par lettre-convention en date du 15 mars 1995, un bureau de 18 m² situé au 1^{er} étage de ce bien.

Ces deux associations ont sollicité, pour convenances personnelles, la permutation de leur local.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Par avenant à la convention initiale, la Ville de Montpellier met à la disposition de l'association « Union Féminine Civique et Sociale », le bureau de 18 m² situé au 1^{er} étage de l'Hôtel Baschy du Cayla – 1 rue Embouque d'Or.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

.../...

Disposition concernant les lieux mis à disposition

Article 1 : Durée

La présente convention de location est consentie pour la période prenant effet le 15 décembre 2010 pour se terminer au 31 décembre 2011.

Le présent avenant ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Les autres articles restent inchangés.

Fait à Montpellier, le

Pour Madame Le MAIRE
L'Adjoint délégué,

Frédéric TSITSONIS



La Présidente de l'Association

Marie-Claire VERNET

Conditions acceptées
(cachet de l'association)



257 route de Boirargues - Villa "Georgette"
Relogement d'associations
Avenants n° 1

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/35 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué.

Considérant :

- que les locaux de la Maison des Associations, sise 46 cours Gambetta, ayant été détériorés par des actes de vandalisme, il y a lieu de reloger les associations.
- que, lors de sa séance en date du 14 décembre 2010, la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) a convenu d'héberger les associations dans le bien municipal sis 257 route de Boirargues dénommé « Villa Georgette ».

Décide en conséquence :

- de passer l'avenant n° 1 avec l'Association « EPILEPSIE FRANCE » et l'avenant n° 1 avec l'Association « AIDE AUX PERSONNES EN DIFFICULTE » pour la mise à disposition, en occupation conjointe, d'un local de 15 m² ;
- de passer l'avenant n° 1 avec l'Association « CITOYENNES MAINTENANT » et l'avenant n° 1 avec l'Association « INOUI » pour la mise à disposition, en occupation conjointe, d'un local de 15 m² ;
- de passer l'avenant n° 1 avec l'Association « DON QUIJOTE » et l'avenant n° 1 avec l'Association « LE PEYROU LES SENIORS EN ACTION » pour la mise à disposition, en occupation conjointe, d'un local de 15 m² ;
- de passer avec l'Association « SURDI 34 » l'avenant n° 1 pour la mise à disposition de deux locaux de 15 m² et 12 m² ;
- que ces avenants sont consentis pour une période prenant effet le 7 février 2011 pour se terminer au 31 décembre 2011 ;
- que lesdits avenants seront annexés à la présente décision.

Montpellier, le 03/03/2011
Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué

Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 04/03/2011
Notifiée le :

IMPRIMERIE MUNICIPALE

Dépôt légal : 2008

ISSN 1255 6 12 X